



Rapport financier,
Premier semestre
2021

Cette page a été laissée volontairement blanche

REMARQUES GENERALES

La société COFACE SA, société anonyme de droit français (avec conseil d'administration), dont le siège social est sis 1 Place Costes et Bellonte, 92270 Bois-Colombes, France ; immatriculée sous le numéro d'identification 432 413 599 (RCS Nanterre) est dénommée la « Société » dans le présent rapport financier. L'expression le « Groupe » ou le « Groupe Coface » désigne, sauf précision contraire expresse, la Société, ses filiales, succursales et participations.

A la date du 30 Juin 2021, le capital social de la Société s'élève à 300 359 584 euros. Il est divisé en 150 179 792 actions de 2 (deux) euros de valeur nominale, entièrement souscrites et libérées toutes de même catégorie.

Présentation de l'information financière et autres informations

Ce rapport comprend les états financiers consolidés de COFACE SA pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 et des semestres clos les 30 juin 2020 et 2021, et ayant fait l'objet d'un rapport des commissaires aux comptes. Les comptes annuels consolidés ont été établis en normes IFRS et les comptes semestriels ont été établis conformément à la norme comptable internationale « IAS 34 ». COFACE SA publie ses comptes consolidés en euros. Les sommes des lignes et les totaux des tableaux dans le présent rapport peuvent ne pas correspondre exactement en raison des arrondis.

Le présent rapport présente des données soit en valeur historique, soit à périmètre constant ou change constant. Lorsque les données sont présentées à périmètre constant, l'année N-1 est ajustée pour intégrer les entités entrées ou sorties du périmètre de consolidation durant l'année N. Le Groupe Coface considère que comparer les périodes à périmètre et change constants permet de mieux appréhender les effets des fluctuations de change et des variations de périmètre sur ses résultats financiers. Cependant, les données retraitées des effets de périmètre et de change ne doivent pas se substituer aux données IFRS.

Informations prospectives

Ce rapport contient des indications sur les perspectives et axes de développement du Groupe Coface. Ces indications sont parfois identifiées par l'utilisation du futur, du conditionnel ou de termes à caractère prospectif tels que « considérer », « envisager », « penser », « avoir pour objectif », « s'attendre à », « entend », « devrait », « ambitionner », « estimer », « croire », « souhaiter », « pourrait », ou, le cas échéant, la forme négative de ces mêmes termes, ou toute autre variante ou terminologie similaire. Ces informations ne sont pas des données historiques et ne doivent pas être interprétées comme des garanties que les faits et données énoncés se produiront. Ces informations sont mentionnées dans différentes sections du rapport et contiennent des données relatives aux intentions, estimations et objectifs du Groupe Coface concernant, notamment, le marché, la stratégie, la croissance, les résultats, la situation financière et la trésorerie du Groupe Coface.

Ces informations sont fondées sur des données, hypothèses et estimations considérées comme raisonnables par le Groupe Coface. Elles sont susceptibles d'évoluer ou d'être modifiées en raison des incertitudes liées notamment à l'environnement économique, financier, concurrentiel et réglementaire. En outre, les déclarations prospectives contenues dans le rapport visent aussi des risques connus et inconnus, des incertitudes et d'autres facteurs qui pourraient, en cas de réalisation, affecter les résultats futurs, les performances et les réalisations du Groupe Coface. Ces facteurs peuvent notamment inclure l'évolution de la conjoncture économique et commerciale ainsi que les facteurs de risques exposés au chapitre 5 du Document d'enregistrement universel déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers (« AMF »), le 31 mars 2021 sous le numéro D.21-0233.

Facteurs de risques

Le lecteur est fortement encouragé à examiner attentivement les facteurs de risques décrits aux paragraphes susmentionnés du Document d'enregistrement universel déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers, le 31 mars 2021 sous le numéro D.21-0233.

La réalisation de tout ou partie de ces risques est susceptible d'avoir un effet négatif sur les activités, la situation ou les résultats financiers du Groupe Coface. En outre, d'autres risques, non encore actuellement identifiés ou considérés comme non significatifs par le Groupe Coface à la date du présent rapport, pourraient avoir le même effet négatif sur le Groupe Coface, son activité, sa situation financière, ses résultats d'exploitation ou les perspectives de croissance ainsi que sur le prix des actions cotées sur Euronext Paris (ISIN: FR0010667147).

Toutes ces informations sont disponibles sur les sites internet de la Société (www.coface.com/Investisseurs) et de l'AMF (www.amf-france.org).

I. Rapport semestriel d'activité	8
a) Environnement économique au premier semestre	8
b) Faits marquants de la période	11
c) Événements postérieurs au 30 juin 2021	12
d) Commentaires sur les résultats au 30 juin 2021	12
e) Trésorerie et capitaux du Groupe.....	21
f) Facteurs de risques	24
g) Risques et incertitudes futurs.....	24
h) Perspectives	24
i. Environnement économique	24
ii. Perspectives pour le Groupe	26
II. États financiers consolidés	30
Base de préparation.....	30
Faits marquants	31
Bilan consolidé	32
Compte de résultat consolidé.....	34
Autres éléments du résultat global consolidé	35
Tableau de variation des capitaux propres consolidé	36
Tableau de flux de trésorerie consolidé.....	37
III. Notes et annexes aux comptes consolidés résumés	40
Note 1. Ecart d'acquisition	40
Note 2. Autres immobilisations incorporelles	41
Note 3. Placements des activités d'assurance	41
Note 4. Créances des activités du secteur bancaire.....	47
Note 5. Trésorerie et équivalents de trésorerie.....	48
Note 6. Composition du capital social	48
Note 7. Provisions pour risques et charges	48
Note 8. Dettes de financement.....	49
Note 9. Passifs locatifs	49
Note 10. Passifs techniques relatifs aux contrats d'assurance.....	50
Note 11. Ressources des activités du secteur bancaire	50
Note 12. Chiffre d'affaires.....	51
Note 13. Charges des prestations des contrats.....	52
Note 14. Frais généraux par destination	53

Note 15. Résultat des cessions en réassurance.....	53
Note 16. Produits des placements nets de charges hors coût de l'endettement	53
Note 17. Autres produits et charges opérationnels	54
Note 18. Ventilation du résultat par secteur.....	54
Note 19. Résultat par action	57
Note 20. Parties liées.....	57
Note 21. Engagements hors bilan	58
Note 22. IFRS 17.....	59
Note 23. Entrée de périmètre	60
Note 24. Evénements post-clôture	60
IV. Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2021	62
V. Attestation de la personne responsable des états financiers.....	66
VI. Indicateurs clés	68
VII. Annexe : Calcul des ratios financiers	80
Calcul des ratios financiers	82

Cette page a été laissée volontairement blanche

I. Rapport semestriel d'activité

I. Rapport semestriel d'activité

Comme chaque trimestre, l'équipe de la recherche économique du Groupe Coface a révisé en juin ses prévisions de croissance mondiale pour l'année en cours, ainsi que ses niveaux de risque de crédit des entreprises à court terme, par pays, grandes zones géographiques et secteurs d'activité ; elle a aussi présenté ses premières prévisions de croissance pour l'année 2022. Ainsi, elle prévoit une croissance mondiale de 5,6% en 2021, avant qu'elle ne ralentisse à 4,3% en 2022.

a) Environnement économique au premier semestre

L'arrêt brutal de l'économie induit au premier trimestre de 2020 par la pandémie de Covid-19, et les mesures drastiques prises pour y faire face, a fait place à la reprise. Initiée dès le deuxième trimestre 2020 par la Chine, prompt à juguler l'épidémie et très sollicitée pour sa production de fournitures prophylactiques, cette reprise s'est étendue au reste du monde au second semestre 2020, avant de s'amplifier au 1^{er} semestre 2021, notamment du fait de sa vigueur aux Etats-Unis d'Amérique. Sur le plan sanitaire, la pandémie a ralenti dans une large partie du monde, permettant d'alléger et, parfois, de lever les restrictions. Les résurgences du virus dans plusieurs pays ont fait l'objet d'un traitement affiné, moins nocif à l'activité économique, tandis que les agents économiques ont dû s'habituer à poursuivre leurs activités, malgré les contraintes. La vaccination a pris son envol, particulièrement en Amérique du nord, en Israël, au Royaume-Uni, en Hongrie, dans les pays du golfe, au Chili, en Uruguay, et, dans une moindre mesure, en Europe occidentale permettant de réduire la prise au virus. Sur le plan politique, les économies avancées, mais aussi maint pays émergents d'Amérique latine, d'Europe centrale et orientale, ainsi que d'Asie ont maintenu leurs mesures de soutien budgétaire aux entreprises et aux ménages. La politique monétaire ultra accommodante a été poursuivie dans les pays avancés, alors que, dans certains pays émergents (Russie, Ukraine, Brésil, Turquie), les autorités ont préféré relever les taux directeurs face à une inflation en hausse. Le rebond, initialement cantonné à la sphère minière, agricole et manufacturière, a gagné les services, à l'exception du tourisme et du transport aérien international de passagers qui ont continué de souffrir. La forte demande pour les matières premières agricoles, sylvicoles, piscicoles et minérales, ainsi que les produits intermédiaires issus de la chimie, de la papeterie ou de la métallurgie ne s'est pas démentie, entraînant une hausse de leurs cours, au bénéfice des pays exportateurs. Le manque de composants électroniques, face à la forte demande de la téléphonie, de l'électrodomestique et de l'informatique portable, ainsi que la renaissance de l'automobile a généré une hausse de leurs prix et contraint la production. Le commerce international a conservé la vigueur retrouvée au semestre précédent, dopée par la demande chinoise, nord-américaine et européenne. Ce dynamisme s'est heurté au manque de capacité de transport. Le transport maritime a souffert d'une mauvaise localisation des conteneurs et de l'irruption du Covid parmi les équipages et dans certains ports. Le fret aérien a pâti de la raréfaction des vols commerciaux mixtes.

L'économie étatsunienne a bénéficié d'un soutien massif, tant budgétaire, renforcé par le plan de soutien de USD 1900 milliards en mars 2021, que monétaire, ainsi que du rapide déploiement de la vaccination. Une rapide décrue des cas de contamination a permis d'assouplir, puis de lever les mesures de distanciation sociale, restées relativement modérées. La consommation des ménages, dopée par un effet de rattrapage et les économies forcées de 2020, tout comme la construction de logements, sur fond de crédit bon marché, ont vivement rebondi. Au Canada, l'embellie a été modérée, notamment du fait de la lenteur initiale de la vaccination et de la résurgence périodique des cas Covid dans plusieurs provinces. Cependant, comme aux Etats-Unis, l'immobilier de logement a été particulièrement dynamique. Aussi, le pays a profité de l'essor de son voisin à travers ses exportations. Très logiquement, Coface a amélioré son niveau d'appréciation du risque de crédit pour les transactions commerciales à court terme pour les deux pays. Le bois canadien a profité de la vigueur de la construction de logements, tandis que celle de la consommation profitait à l'emballage et à la distribution, mais aussi à l'agro-alimentaire. De plus, les papiers à usage sanitaire ont été en forte demande avec la pandémie. Enfin, la métallurgie et la chimie, comme fournisseuses de nombreuses industries, ont bénéficié du sursaut de l'activité manufacturière.

La reprise s'est aussi amplifiée en Europe occidentale au 1^{er} semestre, notamment dans les pays où l'atteinte sanitaire et économique a été la plus forte en 2020 : Belgique, France, Grèce, Italie, et Espagne. L'ampleur a été moindre dans les pays du nord (Scandinavie, Allemagne, Pays-Bas et pays alpins) où l'impact de la crise fut modéré. L'Irlande a survolé la région grâce à l'activité des multinationales de la pharmacie et de l'informatique installées dans le pays. Cependant, dans l'ensemble, la reprise est restée moins vigoureuse qu'aux Etats-Unis du fait de la lenteur de la vaccination et de la remontée concomitante des cas de Covid au 1^{er} trimestre ayant nécessité le maintien ou la réimposition des mesures de distanciation sociale nocives à l'activité économique dans plusieurs pays. Néanmoins, nous avons relevé notre appréciation pour le Royaume-Uni qui, pour le moment, a passé sans trop d'encombres l'écueil du Brexit. Comme en Amérique du nord, la reprise de l'activité manufacturière et le dynamisme de la construction de logements a bénéficié à la chimie et à la métallurgie. Les perspectives pour le bois sont positives du fait de l'envol de la construction de maisons, mais aussi de la forte demande américaine et chinoise, ainsi que la vague de chaleur frappant la Colombie-Britannique, principale région de production canadienne. La meilleure orientation de la consommation des ménages a bénéficié à la distribution, mais aussi à l'emballage. Enfin, la pandémie a également profité à la pharmacie et aux papiers à usage sanitaire.

En Europe centrale, Hongrie, Pologne, Slovaquie, et Tchéquie ont bénéficié de la reprise en Europe occidentale avec laquelle elles sont intégrées, notamment pour l'automobile et l'électroménager, mais aussi du dynamisme de la consommation et de l'investissement. Ce dynamisme, favorisé par une politique budgétaire accommodante, a été aussi observé en Roumanie et en Serbie. La Croatie est demeurée confrontée aux problèmes du tourisme, mais, grâce à une politique budgétaire généreuse, la demande intérieure y est restée bien orientée. La Turquie, qui n'a pas connu la récession en 2020, a gagné en vigueur au 1^{er} semestre 2021. Sa demande intérieure a été soutenue par une politique monétaire et du crédit très accommodante relayée par les banques publiques, malgré l'effet négatif des mesures anti-covid. Ses exportations de biens ont été portées par la reprise de la demande européenne et une forte dépréciation de sa monnaie. Cela nous a amené à relever notre appréciation pour le textile-habillement turc. Par contre, l'activité touristique est demeurée atone. Plus à l'est, en Azerbaïdjan, au Kazakhstan et en Russie, la remontée du prix des hydrocarbures a été tempérée par les quotas réduits dans le cadre de l'accord OPEP+. Arménie, Mongolie et Ouzbékistan ont profité du renchérissement des minerais, même si le dernier pays a souffert de l'arrêt temporaire de la production d'or. L'Ukraine aura vu le premier trimestre marqué par la persistance des mesures anti-covid, avant que le rebond des exportations de céréales et d'acier, ainsi que le sursaut des remises des expatriés en Pologne et Russie vivifient la demande domestique. Cet effet des remises a été observé au Kirghizistan et au Tadjikistan. Nous avons relevé notre appréciation pour la Russie et l'Azerbaïdjan.

La reprise s'est poursuivie en Chine au 1^{er} semestre. Toutefois, le rythme de progression de l'économie chinoise s'est un peu assagi du fait du resserrement du crédit et de la modération de l'investissement public. De plus, la congestion des ports méridionaux de conteneurs s'est accentuée avec l'apparition de foyers épidémiques. Les économies coréenne et taïwanaise, toujours relativement épargnées par le Covid, ont pleinement profité de la forte demande pour les composants électroniques. D'autres grandes économies de la région, Indonésie, Malaisie, Philippines, et Vietnam qui n'avaient pas connu de forte atteinte sanitaire, partis pour une forte reprise, ont vu leur économie ralentir en toute fin de période sous le coup d'un accès épidémique et de l'imposition de mesures de distanciation, au point de voir certains indicateurs manufacturiers passés en territoire négatif. De plus, les touristes étrangers, capitaux pour certains ne sont pas vraiment revenus. Cette désertion est un mauvais point pour la Thaïlande, qui, par ailleurs, a enregistré une embellie de ses exportations automobiles. Point positif, Indonésie et Malaisie ont profité d'une forte progression en volume et, plus encore, en valeur de leurs exportations de matières premières agricoles et minérales. C'est cette même manne qui est tombée sur l'Australie (pour laquelle nous avons relevé notre appréciation) et la Nouvelle-Zélande, malgré l'irruption épidémique chez la première en fin de période venue tempérée une demande intérieure florissante. L'Inde, très malmenée par le Covid, semblait avoir retrouvé sa trajectoire de forte croissance, jusqu'à ce que son retour, avec ses mesures sanitaires débilantes pour la croissance, vienne la tempérer. Enfin, Singapour a bénéficié de la poursuite de la forte reprise du commerce régional, et, plus généralement, mondial.

En Amérique centrale et dans la Caraïbe, le Mexique, dans le cadre de l'accord de libre-échange ACEUM, mais aussi d'autres économies, comme le Costa Rica, Guatemala, le Salvador ou la République dominicaine, parties à l'ALEAC, ont profité de l'essor de l'économie nord-américaine à travers leurs exportations de produits manufacturés (véhicules, électroménager, appareils électroniques, textile) et agroalimentaires, ainsi que des remises de leurs nombreux expatriés aux Etats-Unis. A l'image de la République dominicaine, plusieurs pays d'Amérique du sud, Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Equateur, Pérou, Uruguay ont bénéficié de l'envol de leurs exportations de matières premières agricoles, minérales et sylvicoles, en volume et, plus encore, en valeur. Un nouvel accès épidémique chez plusieurs ne semble guère avoir eu d'impact sur leur économie, les mesures de lutte étant restées modérées. Ainsi, au Brésil et au Chili, la demande domestique a été dynamique, d'autant que les ménages chiliens ont encore pu bénéficier de la latitude de retrait sur les sommes épargnées en vue de la retraite. Les épisodes électoraux, parfois houleux, n'ont pas eu plus d'influence, à la différence des graves troubles politiques et sociaux qui ont écorné l'activité en Colombie. Les économies très dépendantes du tourisme, la plupart de taille réduite, à l'image des Etats antillais, ont encore souffert des restrictions au voyage imposées par les principaux pays pourvoyeurs de visiteurs (Europe occidentale, Amérique du nord). Nous avons relevé notre appréciation sur le Chili, l'Equateur, le Guatemala et le Mexique, et, plus spécifiquement, sur le bois, l'électronique, la chimie, la métallurgie et le papier dans plusieurs pays.

La reprise en Afrique et au Moyen-Orient a été timide. Les grandes économies subsahariennes, Afrique du sud, Angola, et Nigéria, qui, avant la crise rencontraient déjà de sérieuses difficultés structurelles, ont peiné à redécoller, malgré la remontée des cours des matières premières minérales dont ils sont d'importants exportateurs. La demande intérieure est comprimée par le niveau élevé du chômage, ainsi qu'une politique économique contrainte par les désordres budgétaires et le poids de la dette. Ce sont les mêmes maux, avec les mêmes conséquences, rencontrés au Cameroun, au Congo, au Mozambique, en Namibie, en Zambie, et dans une moindre mesure, au Ghana. En Ethiopie et en République Démocratique du Congo, ce sont surtout les désordres sécuritaires qui rejailissent. Les économies à dominante agricole (Côte d'Ivoire, Kenya, Sénégal) ont fait preuve de plus de résilience dans la crise et sont reparties plus rapidement, malgré l'absence des touristes étrangers. Au nord, le Maroc a profité de la reprise de la demande européenne, notamment automobile, mais, à l'instar de l'Egypte et d'économies insulaires mono industrielles (Cap-Vert, Madagascar, Maurice...) a continué de souffrir du quasi arrêt du tourisme. La Tunisie a plus peiné, car ses désordres politiques et sociaux se sont ajoutés aux déboires du tourisme. L'Algérie n'a profité que partiellement de la remontée des cours des hydrocarbures en raison des contraintes posées par ses comptes publics et extérieurs en mauvais état. La Libye a fait son retour sur la scène pétrolière et gazière avec l'amélioration de sa situation politique et sécuritaire. Au Moyen-Orient, la forte remontée des cours des hydrocarbures a favorisé la reprise dans les pays du golfe et en Arabie saoudite, mais les atteintes de la crise sur leurs finances publiques, la disponibilité de la main d'œuvre étrangère et la construction ont laissé des traces. Iran et Irak, et plus encore le Liban, demeurent contraints par les difficultés politiques. Israël a profité pleinement de la forte reprise américaine et européenne grâce à sa présence dans la pharmacie et l'électronique. Sur ces fondements, nous avons amélioré notre appréciation sur l'Arabie saoudite, le Botswana, les Emirats Arabes Unis, la Guinée et Israël, ainsi que sur la distribution aux Emirats et en Israël, tout comme le papier pour ce dernier.

Au total, Coface aura acté au 1^{er} semestre 2021 l'amélioration du risque de crédit des entreprises à court terme dans 18 pays, alors qu'elle en avait dégradé 71 à la même période un an plus tôt.

b) Faits marquants de la période

Evolution de la gouvernance – Bernardo Sanchez Incera nommé président du Conseil

d'Administration

Le 10 février 2021, Natixis et Arch Capital Group ont annoncé que la transaction portant sur la cession de 29,5% des titres de Coface SA avait obtenu toutes les autorisations nécessaires. Conformément aux annonces faites en février 2020, les administrateurs représentant Natixis ont ainsi présenté leur démission. Le conseil a alors coopté quatre administrateurs nommés par Arch ainsi que Bernardo Sanchez Incera qui a été alors nommé Président du Conseil. A compter de cette date, le conseil d'administration de Coface est donc composé de 10 membres, 4 femmes et 6 hommes, dont la majorité (6) d'administrateurs indépendants.

Les agences de notation reconnaissent les bonnes performances de Coface

Le 10 février 2021, l'agence de notation Moody's a confirmé la note de solidité financière (Insurance Financial Strength – IFS) A2 de Coface. Elle a également relevé la perspective de cette note qui est désormais assortie d'une perspective stable.

Le 18 mars 2021, L'agence de notation AM best a confirmé la note de solidité financière (Insurer Financial Strength – IFS) 'A' (Excellent) attribuée à Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (la Compagnie), Coface North America Insurance Company (CNAIC) et Coface Ré. La perspective de ces notes reste « stable ».

Le 20 avril 2021, l'agence de notation Fitch Ratings a confirmé la note de solidité financière (Insurer Financial Strength - IFS) 'AA-' de Coface. L'agence a également retiré la surveillance négative attachée à cette note. Les perspectives sont désormais stables.

Nomination d'un Directeur des opérations du Groupe Coface

Le 24 mars 2021, Declan Daly a été nommé Directeur des opérations du Groupe Coface à compter du 1er avril. Il continuera de reporter directement à Xavier Durand, Directeur Général de Coface et rejoindra le comité de direction du Groupe. Dans cette fonction nouvellement créée, Declan sera chargé de poursuivre et accélérer la transformation de Coface en matière de qualité de service et d'efficacité opérationnelle à travers le groupe.

Réduction du capital social par annulation d'actions auto-détenues

Le Conseil d'administration de COFACE SA, dans sa réunion du 3 mars 2021, a décidé d'annuler les 1 852 157 actions rachetées dans le cadre du programme de rachat d'actions du 27 octobre 2020, et corrélativement, de réduire le capital social de la société.

En conséquence, le capital social de COFACE SA s'établit désormais à 300 359 594 € divisé en 150 179 792 actions d'une valeur nominale de 2 € chacune.

Expiration des principaux schémas gouvernementaux

En 2020, de nombreux gouvernements ont rapidement reconnu le rôle crucial de l'assurance-crédit dans le maintien du crédit inter-entreprises, première source de financement de nombreuses entreprises. Afin de permettre de garantir la disponibilité de l'assurance-crédit dans une période où le risque n'est pas forcément assurable, de nombreux états ont mis en place des mécanismes de garantie dont la forme et le périmètre varient. Au 31 décembre 2020, Coface avait ainsi finalisé 13 accords dans des pays qui représentaient 64% des expositions.

Comme initialement prévu, la grande majorité des schémas gouvernementaux (hors top-up) ont expiré au 30 juin 2021 entraînant ainsi une mise en run-off des contrats. En effet, les états et les acteurs d'assurance-crédit, dont Coface, partagent l'analyse selon laquelle une prolongation n'est pas nécessaire compte tenu de la situation actuelle du marché. Cependant, les différents acteurs continueront à travailler en étroite collaboration après le 30 juin 2021 afin d'être en mesure d'agir rapidement, dans le cadre de la législation européenne, au cas où la situation économique se détériorerait de manière significative.

Entrées de périmètre

Au cours du second trimestre 2021, trois entités détenues exclusivement depuis plusieurs exercices sont entrées dans le périmètre de consolidation. Il s'agit de Coface Poland insurance service, Coface Romania insurance service et Coface Finance Israël.

c) Événements postérieurs au 30 juin 2021

Il n'y a pas eu de changement significatif de la situation financière ou commerciale du Groupe survenu depuis le 30 juin 2021.

d) Commentaires sur les résultats au 30 juin 2021

Les variations à périmètre et taux de change constants présentées à des fins de comparabilité dans les tableaux ci-dessous tiennent compte de l'intégration de Coface GIEK Kredit au périmètre consolidé du Groupe à compter du 1er juillet 2020.

i. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe croît de 7,4% à périmètre et taux de change constants (+6% à périmètre et taux de change courants) de 724,6 millions d'euros pour le semestre clos le 30 juin 2020 à 768,0 millions d'euros pour le semestre clos le 30 juin 2021.

L'effet change est défavorable de 1,4 point. Cet impact est principalement porté par la dépréciation du dollar américain (première devise étrangère du portefeuille) et dans une moindre mesure des monnaies asiatiques et d'Amérique latine (peso argentin et real brésilien notamment).

Le tableau suivant illustre l'évolution du chiffre d'affaires consolidé du Groupe par activité entre les semestres clos les 30 juin 2020 et 2021 :

Variation de chiffre d'affaires consolidé par activité (en millions d'euros)	Au 30 juin		Variation		
	2021	2020	en M€	en %	en % : à périmètre et change constants
Assurance	736,5	696,1	40,4	5,8%	7,3%
dont Primes brutes acquises ⁽¹⁾	638,7	599,1	39,6	6,6%	8,5%
dont Services ⁽²⁾	97,8	97,0	0,8	0,8%	0,1%
Affacturage	31,5	28,6	3,0	10,4%	10,9%
Chiffre d'affaires consolidé	768,0	724,6	43,4	6,0%	7,4%

(1) Primes brutes acquises - Crédit, Single Risk et Caution

(2) Somme du chiffre d'affaires provenant des services liés à l'assurance-crédit (« Accessoires de primes » et « Autres prestations et services liés ») et des services commercialisés au profit de clients dépourvus d'assurance-crédit (services d'accès à l'information sur la solvabilité des entreprises et à l'information marketing – « Information et autres services » – et services de recouvrement de créances – « Gestion de créances »).

Assurance

Le chiffre d'affaires de l'activité assurance (y compris cautionnement et Single Risk) croît à périmètre et taux de change constants de 7,3% (-0,5% à périmètre et taux de change courants) de 696,1 millions d'euros pour le semestre clos le 30 juin 2020 à 736,5 millions d'euros pour le semestre clos le 30 juin 2021.

Les primes brutes acquises sont en hausse de 8,5% à périmètre et taux de change constants (-1,9% à périmètre et taux de change courants) de 599,1 millions d'euros au 30 juin 2020 à 638,7 millions d'euros au 30 juin 2021. Les marchés matures ont été fortement impactés au second semestre 2020 par la baisse d'activité de leurs clients et ont vu leurs primes baisser. Cependant, un rebond économique est à noter sur 2021 ce qui permet d'enregistrer une croissance des primes.

La production de nouveaux contrats, à 72,2 millions d'euros (en valeur annuelle) au premier semestre 2021, est en baisse par rapport au semestre clos le 30 juin 2020 (88,8 millions d'euros). Le taux de rétention des contrats (rapport entre la valeur annuelle des polices renouvelées sur le semestre et la valeur annuelle des polices à renouveler au cours dudit semestre) se maintient au niveau de 92,4% pour le semestre clos le 30 juin

2021. L'effet prix est positif au 30 juin 2021 avec +2,3% alors qu'il était tout juste positif à +0,4% au 30 juin 2020 grâce aux effets de la re-tarifification. Enfin, le volume de primes bénéficie de la croissance de l'activité des assurés (effet volume de +1,9% au 30 juin 2021 contre 0,4% au premier semestre 2020).

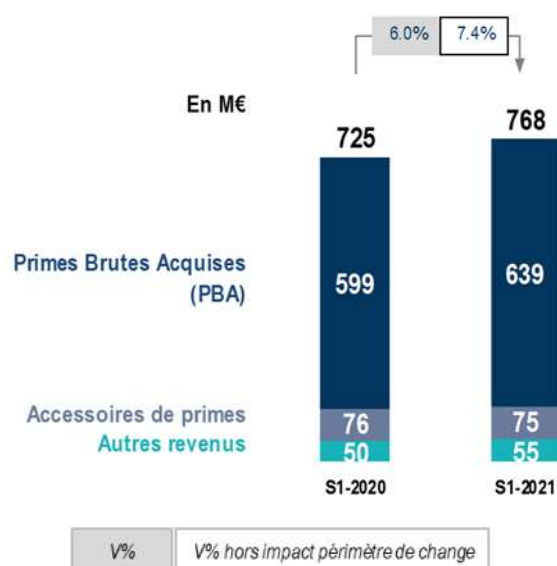
Le chiffre d'affaires des activités de services est légèrement en hausse de 0,1% à périmètre et taux de change constants (+0,8% à périmètre et taux de change courants) à 97 millions d'euros pour le semestre clos le 30 juin 2020 à 97,8 millions d'euros pour le semestre clos le 30 juin 2021. Cette croissance est portée par une hausse des activités d'information de 11%, cible de développement du plan Build to Lead.

Affacturage

Le chiffre d'affaires de l'activité d'affacturage (exclusivement en Allemagne et en Pologne) affiche une augmentation de 10,9% à périmètre et taux de change constants (+10,4% à périmètre et taux de change courants) de 28,6 millions d'euros pour le semestre clos le 30 juin 2020 à 31,5 millions d'euros pour le semestre clos le 30 juin 2021.

Le chiffre d'affaires d'affacturage de l'Allemagne est en croissance de 10,8% à périmètre et taux de change courants en raison du rebond du volume d'activité.

En Pologne, aussi impactée par cet effet, le chiffre d'affaires d'affacturage est en hausse de 8,8% à périmètre et taux de change courants et de +11,7% à taux de change constants.



Évolution du chiffre d'affaires par région

Le tableau suivant donne l'évolution du chiffre d'affaires consolidé (net des flux intragroupe) du Groupe au sein de ses sept régions géographiques entre les semestres clos les 30 juin 2020 et 2021 :

Variation de chiffre d'affaires consolidé par région de facturation (en millions d'euros)	Au 30 juin		Variation			
	2021	2020	en M€	en %	en % : à taux de change constant	en % : à périmètre et change constants
Europe de l'Ouest	153,7	142,6	11,2	7,8%	7,9%	7,9%
Europe du Nord	166,9	147,0	19,9	13,6%	13,3%	9,8%
Méditerranée & Afrique	212,0	200,5	11,4	5,7%	7,0%	7,0%
Amérique du Nord	66,3	69,2	-2,9	-4,2%	3,2%	3,2%
Europe Centrale	75,4	73,5	1,9	2,6%	5,1%	2,4%
Asie-Pacifique	57,6	57,1	0,5	0,8%	6,5%	6,5%
Amérique Latine	36,2	34,7	1,5	4%	17,4%	17,4%
Chiffre d'affaires consolidé	768,0	724,6	43,4	6,0%	8,4%	7,4%

La totalité des régions affichent un chiffre d'affaires en hausse à périmètre et taux de change constants. Cette hausse est particulièrement visible en Europe du Nord (9,8%) et en Amérique Latine (17,4%).

En Europe de l'Ouest, le chiffre d'affaires est en augmentation de 7,9%, la faiblesse de l'activité des clients par rapport au premier semestre 2020 est compensée par la poursuite d'une bonne croissance des primes TCI.

L'Europe du Nord affiche une hausse de son chiffre d'affaires de 9,8% (13,6% à taux de change courant) résultant de l'effet d'une très forte hausse de l'activité client par rapport au 30 juin 2020 et de l'intégration de Coface GIEK Kredit au périmètre consolidé.

Le chiffre d'affaires de la région Méditerranée & Afrique est en croissance de 7% (5,7% à taux de change courant) porté notamment par un effet volume conséquent comparé au premier semestre 2020.

L'Amérique du Nord enregistre un chiffre d'affaires en hausse de +3,2% (-4,2% à taux de change courant) grâce à une meilleure activité comparée à l'année 2020.

L'Europe Centrale affiche une hausse de son chiffre d'affaires à +2,4% (+2,6% à taux de change courant du fait de l'intégration de deux entités de services en Roumanie et Pologne). Les revenus de l'affacturage sont par ailleurs en hausse en Pologne.

Le chiffre d'affaires de la région Asie-Pacifique est en hausse de 6,5% (+0,8% à taux de change courant) impactée par une rétention et production de nouveau contrat en progression par rapport à 2020 ainsi qu'une meilleure activité.

L'Amérique Latine enregistre une progression de son chiffre d'affaires de 17,4% (+4% à taux de change courant). La région bénéficie d'une amélioration du taux de rétention et d'un effet prix favorable. Les portefeuilles de la région comportent de nombreux contrats libellés en devises internationales (dollar notamment) générant un impact sur la variation à taux courant.

ii. Résultat technique

Résultat technique brut de réassurance

Le résultat technique brut de réassurance s'élève à 240 millions d'euros pour le semestre clos le 30 juin 2021 en hausse de 418% par rapport à celui du premier semestre 2020 (193,7 millions d'euros) suivant la baisse du ratio de sinistralité.

L'amélioration de 30,1 points du ratio combiné brut de réassurance à 62,0% au premier semestre 2021 (92,1% pour le semestre clos le 30 juin 2020) s'explique par une amélioration du ratio de sinistralité et un ratio de coûts en léger retrait respectivement de -29,4 points et -0,7 point. Ce dernier bénéficie notamment d'économies réalisées au premier semestre 2021 sur les loyers des bureaux et les frais de déplacements.

Sinistralité

Le ratio de sinistralité brut de réassurance du Groupe incluant les frais de gestion de sinistres baisse de 29,4 points, passant de 59,0% pour le semestre clos le 30 juin 2020 à 29,5% pour le semestre clos le 30 juin 2021. Il reflète une baisse significative des déclarations de sinistres mais également une reprise des provisions anticipées sur l'exercice comptable précédent en lien avec l'amélioration du contexte économique. Le niveau de sinistralité est donc en baisse sur l'ensemble des géographies.

Sinistralité (en millions d'euros et %)	Au 30 juin		Variation	
	2021	2020	en M€	en %
Charges de sinistres y compris frais de gestion	188,7	353,3	-164,6	-46,6%
Ratio de sinistralité brut de réassurance	29,5%	59,0%		-29,4 pts
Primes acquises	638,7	599,1	39,6	6,6%

En Europe de l'Ouest, le ratio de sinistralité s'établit à 30,9% (-31,4 points) pour le semestre clos le 30 juin 2021, reflétant le niveau bas de déclarations de sinistres en fréquence mais également une faible sévérité en comparaison du semestre clos au 30 juin 2020.

L'Europe du Nord voit son ratio diminuer de 18,5 points à 27,0% en raison d'un contexte économique plus favorable et d'une moindre sévérité.

La région Méditerranée & Afrique enregistre un ratio de sinistralité en baisse de 20,1 points à 34,9% après un exercice 2020 qui avait été impacté par la hausse en fréquence et la sévérité des sinistres sur les pays du golfe et l'Afrique du Sud.

En Amérique du Nord, la sinistralité est en baisse de 47,9 points à 28,8% reflétant un contexte économique plus favorable et une baisse significative des déclarations de sinistres.

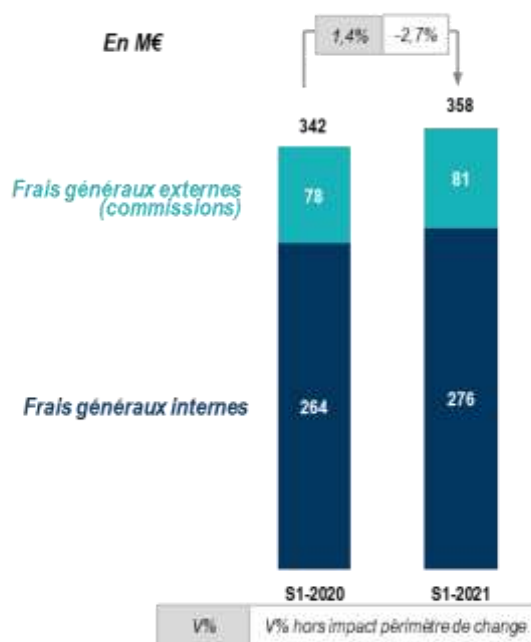
Le ratio de sinistralité de la région Europe Centrale baisse de 21 points à 24,7%, bénéficiant d'un rebond économique et d'un niveau bas des demandes d'indemnisation.

Le ratio de sinistralité de la région Asie-Pacifique s'améliore de 39,4 points et atteint 13,2%. Cette baisse confirme le rebond économique et la baisse de la sévérité des sinistres.

En Amérique Latine, le ratio de sinistralité s'établit au 30 juin 2021 à 21,8% en baisse de 70,1 points par rapport à un exercice arrêté au 30 juin 2020 qui avait été particulièrement marqué par les effets de la crise économique et le niveau de sévérité des sinistres.

Variation de sinistralité par région de facturation (en %)	Au 30 juin		Variation en points
	2021	2020	
Europe de l'Ouest	30,9%	62,3%	-31,4 pts
Europe du Nord	27,0%	45,5%	-18,4 pts
Méditerranée & Afrique	34,9%	55,0%	-20,1 pts
Amérique du Nord	28,8%	76,6%	-47,9 pts
Europe Centrale	24,7%	46,1%	-21,4 pts
Asie-Pacifique	13,2%	52,7%	-39,5 pts
Amérique Latine	21,8%	91,9%	-70,1 pts
Ratio de sinistralité brut de réassurance	29,5%	59,0%	-29,4 pts

Frais généraux



Frais Généraux (en millions d'euros)	Au 30 juin		Variation		
	2021	2020	en M€	en %	en % : à périmètre et change constants
Frais généraux internes	276,3	263,9	12,4	4,7%	5,7%
<i>dont frais de gestion de sinistres</i>	16,3	15,2	1,1	7,5%	8,4%
<i>dont frais de gestion interne des placements</i>	1,9	1,6	0,3	18%	18%
Commissions	81,2	78,0	3,2	4,1%	6,9%
Total Frais généraux	357,6	341,9	15,6	4,6%	5,9%

Le total des frais généraux, qui inclut les frais de gestion de sinistres et frais internes des placements, est en hausse de 5,9% à périmètre et taux de change constants (4,6% à périmètre et taux de change courants) de 341,9 millions d'euros pour le semestre clos le 30 juin 2020 à 357,6 millions d'euros pour le semestre clos le 30 juin 2021.

Les commissions d'acquisition des contrats sont en hausse de 6,9% à périmètre et taux de change constants (4,1% à périmètre et taux de change courants) de 78,0 millions d'euros pour le semestre clos le 30 juin 2020 à 81,2 millions d'euros pour le semestre clos le 30 juin 2021. Cette hausse, portée par les marchés intermédiés d'Asie-Pacifique et d'Amérique du Nord, est moins importante que celle des primes acquises (+8,5% à périmètre et taux de change constants), l'internalisation d'agents en Amérique du Nord ayant permis de générer des économies.

Les frais généraux internes incluant les frais de gestion de sinistres et de placements augmentent de 5,7% à périmètre et taux de change constants (4,7% à périmètre et taux de change courants) de 263,9 millions d'euros pour le semestre clos le 30 juin 2020 à 276,3 millions d'euros pour le semestre clos le 30 juin 2021.

Les frais de personnel sont en hausse de 5,8% à périmètre et taux de change constants (+5,4% à périmètre et taux de change courants) de 154,2 millions d'euros en 2020 à 162,4 millions d'euros en 2021. Les recrutements liés à la reprise des projets de transformation et de développement des activités adjacentes expliquent cette progression.

Les frais informatiques sont en hausse de 19,1% à périmètre et taux de change constants (20,9% à périmètre et taux de change courants) à 29,1 millions d'euros en raison des projets de transformation et du faible niveau au premier semestre 2020 (les projets de transformation et les investissements avaient été re-priorisés pour s'adapter à la situation de crise).

Les autres frais (taxes, achats d'informations, loyers) sont en hausse limitée de 1,6% à périmètre et taux de change constants (-1,1% à périmètre et taux de change courants) de 85,6 millions d'euros en 2020 à 87,6 millions d'euros en 2021. Cette légère hausse est principalement due à un premier semestre 2020 ayant bénéficié d'économies liées aux confinements et au report de certains projets.

Le ratio de coût brut s'améliore de 0,7 point, de 33,2% au premier semestre 2020 à 32,5% au premier semestre 2021 grâce à une hausse des revenus supérieure à celle des frais généraux. Ainsi, la baisse des primes acquises a un impact favorable de 2,1 points compensé pour 0,9 point par la hausse des frais généraux internes et pour 0,5 point par la hausse des commissions d'acquisition des contrats.

En Europe de l'Ouest, les frais généraux augmentent de 14,7% à périmètre et taux de change constants (+14,8% à périmètre et taux de change courants). Les investissements en matière de personnel et d'informatique reprennent. Les charges externes (commissions d'acquisition des contrats) croissent en lien direct avec la reprise d'activité.

En Europe du Nord, les frais généraux sont en hausse de 6,2% à taux de change courants et 1,5% à périmètre et taux de change constants. La région a intégré Coface GIEK Kredit au 1^{er} juillet 2020 entraînant une hausse de ces charges. De plus la région a investi en personnel dans les activités de services et d'affacturage.

Les frais généraux de la région Méditerranée & Afrique sont en hausse de 4,6% à périmètre et taux de change constants (+5,9% à périmètre et taux de change courants). Les commissions d'acquisition des contrats augmentent allant de pair avec des primes en progression et les frais généraux internes croissent pour supporter le développement des activités de services et notamment l'information.

En Amérique du Nord, les frais généraux augmentent de 2,5% à périmètre et taux de change constants (+10,6% à périmètre et taux de change courants). La finalisation de l'internalisation d'agents aux Etats-Unis fin mai 2020 explique en grande partie cette hausse.

En Europe Centrale, les frais généraux sont en légère hausse 0,8% à périmètre et taux de change constants (-0,5% à périmètre et taux de change courants). Deux entités de services en Roumanie et en Pologne entrent dans le périmètre de consolidation au second semestre 2021.

Les frais généraux de la région Asie-Pacifique sont en baisse de -8.2% à périmètre et taux de change constants (-3,7% à périmètre et taux de change courants). Les frais externes d'acquisitions de contrats diminuent dans les principaux pays de la région et on constate les effets des renégociations de loyer menées en 2020.

En Amérique Latine, les frais généraux diminuent de 3,0% à périmètre et taux de change constants (+12,2% à périmètre et taux de change courants). Les frais de personnels sont en hausse notamment du fait de l'inflation (Argentine particulièrement) mais de nombreux baux ont été renégociés et le télétravail généralisé entraîne une baisse des frais liés aux bureaux.

Résultat technique net de réassurance

Le résultat technique net de réassurance s'élève à 155,8 millions d'euros pour le semestre clos le 30 juin 2021 en hausse de 286% par rapport à celui du premier semestre 2020 (40,4 millions d'euros).

La hausse de 78,3 millions d'euros du coût de la réassurance à -84,3 millions d'euros au 30 juin 2021 (-6 millions d'euros au 30 juin 2020) se justifie par une sinistralité très basse sur l'année en cours et les années

de souscription antérieures et l'impact des schémas de réassurance gouvernementaux (impact négatif de 24,9 millions d'euros pour le premier semestre 2021).

(en milliers d'euros et %)	AU 30 JUIN		VARIATION	
	2021	2020	(en milliers d'euros)	(en %)
Chiffre d'affaires	768 038	724 619	43 419	6,1%
Charges des prestations des contrats	-188 723	-353 275	164 551	-46,6%
Frais d'acquisition des contrats	-124 821	-116 618	-8 203	7,0%
Frais d'administration	-133 333	-132 621	-713	0,5%
Autres charges de l'activité assurance	-32 997	-30 072	-2 924	10%
Charges d'exploitation bancaire hors coût du risque	-6 412	-6 596	184	-3%
Coût du risque	106	163	-57	-35%
Charges des activités de services	-41 815	-39 256	-2 559	7%
RESULTAT TECHNIQUE BRUT DE REASSURANCE	240 043	46 345	193 698	418%
Charges ou produits nets des cessions en réassurance	-84 254	-5 969	-78 285	1311%
RESULTAT TECHNIQUE NET DE REASSURANCE	155 788	40 375	115 413	286%
Ratio combiné net	51,9%	88,6%	-	-

iii. Produits des placements nets de charges hors coût de l'endettement

Évolution des marchés financiers

Au premier semestre 2021, l'économie mondiale a continué à se normaliser après le choc exceptionnel de 2020, mais à des rythmes très différents suivant les régions. Aux Etats-Unis, l'amélioration a été très nette, fortement soutenue par des mesures de relance très importantes. L'Europe, en revanche, est restée très pénalisée par les restrictions au court du premier trimestre avant elle aussi d'observer un fort rebond au second trimestre suite aux réouvertures progressives de nombreux secteurs d'activité.

Aux Etats Unis, l'activité économique a progressé à un rythme soutenu, bénéficiant de la levée des restrictions anti-Covid; à laquelle se sont ajoutées la confirmation par la Réserve fédérale d'un maintien prolongé de sa politique monétaire expansionniste et le nouveau plan d'infrastructure de 2 000 mds de dollars, qui s'ajoute au plan de relance budgétaire de 1 900 mds. Le secteur manufacturier et celui des services sont restés sur une dynamique de forte amélioration, portés par une demande saine et dynamique. Le taux de chômage s'est établi à 5,9% en juin, les entreprises signalant une hausse de leurs effectifs, même si le marché du travail est resté affaibli par rapport à la période d'avant-crise. L'inflation a fortement accéléré à 5,0% sur 12 mois en mai. Dans ce contexte, le 10 ans américain finit en hausse sur le semestre passant de 0.91% à 1.47%, entraînant l'ensemble des taux à la hausse. Le S&P 500 fini également en hausse avec une performance de +16% depuis le début de l'année.

En zone euro, l'économie a terminé le semestre sur une note positive, soutenue par le reflux de l'épidémie de COVID-19 permettant la réouverture graduelle de nombreux secteurs, mais aussi par la BCE qui a confirmé le maintien d'une politique monétaire très accommodante. Durant cette période, le principal bénéficiaire fut le secteur industriel porté par la reprise de la demande, tandis que les activités de services n'ont débuté leur rebond qu'au second trimestre, suite à la levée des restrictions sanitaires. L'emploi est resté très affaibli même si la prolongation des mesures de protection de l'emploi a permis de réduire la pression sur le taux de chômage, stable à 7,9% en mai (contre 7,4% en janvier 2020). L'inflation a légèrement décéléré à 1,9% en juin. En ce qui concerne les taux, le 10 ans allemand a fortement augmenté, dans le sillage des bonds du trésor américain, passant de -0.60% à -0.21% entre le premier janvier et le 30 juin 2021, quant au marché action il finit le semestre à +14% en Europe.

Concernant les économies émergentes, la levée des restrictions et l'accroissement de la mobilité ont été autant de facteurs favorables à la reprise économique. De nombreuses perspectives de croissance ont été révisées à la hausse et l'amélioration des échanges internationaux pour les producteurs de matières premières ont été les principaux moteurs de la reprise. Certaines banques centrales émergentes ont déjà relevé leurs

taux directeurs tandis que d'autres ne devraient pas tarder à les rejoindre. La baisse de la liquidité mondiale et le resserrement des conditions financières et monétaires à la suite du resserrement de la Fed ont cependant pesé sur les banques centrales émergentes. La politique budgétaire devrait rester quant à elle relativement expansionniste avec un assainissement budgétaire seulement en 2022 ou plus tard.

Résultat financier

Dans ce contexte économique mondial de reprise et de baisse des taux, le Groupe Coface a décidé de réajuster le risque de son portefeuille à la hausse après l'avoir fortement diminué en 2020, en diminuant principalement son exposition aux produits monétaires, au profit des emprunts d'Etats des pays émergents et des actions.

La valeur globale du portefeuille a diminué de 35 millions d'euros sur le premier semestre principalement du fait des filiales non consolidées avec la consolidation de trois entités qui étaient auparavant non consolidées et la réévaluation à la baisse de certaines entités non consolidées. On observe également une hausse des actions et des obligations, du fait des réinvestissements et de la hausse des marchés actions.

Le portefeuille financier par grandes classes d'actifs se décompose ainsi :

Valeur de marché (en millions d'euros)	30/06/2021	31/12/2020
Actions cotées	204	141
Actions non cotées	8	8
Obligations	1 990	1 914
Prêts, Dépôts et OPCVM monétaires	392	540
Immobilier de placement	234	231
Total placements	2 827	2 834
Filiales non consolidées	121	150
Total	2 949	2 984

Au premier semestre 2021, le résultat du portefeuille de placements s'établit à 18,1 millions d'euros, dont -0,6 millions d'euros d'externalisation et dépréciation/reprise nettes de couverture (action et taux), à comparer à 17,6 millions d'euros dont -0,9 millions d'euros d'externalisation et dépréciation/reprise nettes de couverture (action et taux) au premier semestre 2020. La hausse du résultat provient principalement de la hausse du rendement courant lié à la diminution des actifs monétaires. Malgré un environnement de hausse des taux sur la période, la baisse de valeur des actifs obligataires a été en grande partie compensée par la hausse des actions et de l'immobilier, limitant la baisse de valorisation du portefeuille financier. Le Groupe a réussi à stabiliser son taux de rendement comptable hors externalisation, qui est de 0,7% au premier semestre 2021, en ligne avec celui de 2020 sur la même période.

Résultats du portefeuille de placements (en millions d'euros)	Au 30 juin	
	2021	2020
Actions	4,1	4,7
Produits de taux	10,0	7,6
Immobilier de placement	4,0	5,3
Total placements	18,1	17,6
dont externalisation et dépréciation/reprise nettes de couverture (action et taux)	-0,6	-0,9
Filiales non consolidées	-0,2	1,0
Résultat de change et dérivés de change	1,6	1,3
Frais financiers et charges de placements	-3,7	-3,2
Total	15,9	16,7

Après résultat des titres de participation, résultat de change et dérivés, frais financiers et charges de placements, le résultat financier s'élève pour le premier semestre 2021 à 15,9 millions d'euros contre 16,7 millions d'euros sur la même période en 2020. Cet écart provient principalement du décalage au second semestre 2021 des versements de dividendes de la part des entités non consolidées.

Le taux de rendement économique des actifs financiers avant résultat de change et des dérivés de change, des titres de participation et des frais liés aux placements ressort ainsi sur cette première partie d'année à 0,9% contre -0,7% sur la même période en 2020. Le rendement économique sur le premier semestre 2021 s'est fortement redressé par rapport à l'année dernière, en raison de la hausse des réserves de réévaluation comparativement à 2020 qui avait connu une baisse des réserves de réévaluation sur la même période du fait du début de la crise sanitaire.

iv. Résultat opérationnel

(en millions d'euros)	Au 30 juin		Variation		
	2021	2020	en M€	en %	en % : à périmètre et change constants
Résultat opérationnel consolidé	172,1	55,4	116,7	211%	200%
Résultat opérationnel y compris charges de financement	161,7	44,4	117,3	264%	246%
Autres produits et charges opérationnels	0,4	-1,8	2,2	NS	NS
Résultat opérationnel y compris charges de financement et hors autres produits et charges opérationnels	161,2	46,1	115,1	250%	233%

Le résultat opérationnel consolidé s'élève à 172,1 millions d'euros en hausse de 211% par rapport au semestre clos le 30 juin 2020 (+116,7 millions d'euros).

Le résultat opérationnel courant, y compris charges de financement et hors éléments non récurrents (autres produits et charges opérationnels), augmente de 250%, de 46,1 millions d'euros pour le semestre clos le 30 juin 2020 à 161,2 millions d'euros pour le semestre clos le 30 juin 2021.

Le ratio combiné net de réassurance s'améliore de 36,7 points, de 88,6% pour le semestre clos le 30 juin 2020 à 51,9% pour le semestre clos le 30 juin 2021. Les ratios de sinistralité net et de coûts s'améliorent respectivement de 36,0 et de 0,8 points.

Les autres produits et charges opérationnels s'élèvent à 0,4 million d'euros et se composent principalement :

- de charges liées à un litige en Suisse pour 0,2 million d'euros ;

- reprises sur dotations suite à l'entrée de trois entités – en Israël, Roumanie et Pologne – dans le périmètre consolidé +0,8 million d'euros.

Variation du résultat opérationnel par région de facturation (en millions d'euros)	Au 30 juin		Variation	Part du total semestriel clos le 30 juin 2020
	2021	2020		
Europe de l'Ouest	-5,6	1,0	-6,6	-3%
Europe du Nord	55,6	36,9	18,7	31%
Méditerranée & Afrique	64,9	26,5	38,4	36%
Amérique du Nord	18,3	-7,3	25,6	10%
Europe Centrale	25,1	9,7	15,4	14%
Asie-Pacifique	10,8	-1,0	11,8	6%
Amérique Latine	12,2	-8,7	20,9	7%
Total (hors flux inter-régions et coûts de holding non refacturés)	181,3	57,1	124,2	100%

v. Résultat net (part du groupe)

Le taux d'imposition effectif du Groupe Coface passe de 46% pour le semestre clos le 30 juin 2020 à 23,8% pour le semestre clos le 30 juin 2021. Au premier semestre 2020 le niveau élevé du taux d'imposition effectif était lié à la survenance d'une perte importante dans un pays pour lequel il avait été décidé de ne pas activer d'impôt différé actif. Au premier semestre 2021 le Groupe Coface bénéficie de l'activation d'impôts différés actifs dans plusieurs entités.

Le résultat net (part du groupe) s'élève à 123,2 millions d'euros au 30 juin 2021 en hausse de 414% par rapport à celui du premier semestre 2020 (24 millions d'euros).

e) Trésorerie et capitaux du Groupe

Capitaux propres

Les capitaux propres IFRS part du groupe de Coface SA s'élèvent à 1 996 millions d'euros au 30 juin 2021, en légère baisse par rapport à fin décembre 2020 où ils s'établissaient à 1 998 millions d'euros.

Ecarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition s'établissent à 154,5 millions d'euros au 30 juin 2021 contre 154,2 millions d'euros à fin décembre 2020.

Endettement

L'endettement consolidé du groupe, hors dettes courantes d'exploitation, se compose de l'endettement financier et de l'endettement opérationnel lié au refinancement de l'affacturage.

Le financement de l'affacturage s'élève à 2 064 millions d'euros à fin juin 2021, contre 1 961 millions d'euros à fin décembre 2020.

L'endettement financier brut, hors financement de l'activité d'affacturage, s'élève à 382,4 millions d'euros à fin juin 2021, contre 389,8 millions d'euros à fin décembre 2020. La variation de -7,4 millions d'euros provient essentiellement de l'ajustement lié au montant du coupon couru (paiement effectué en mars 2021) de la dette subordonnée. Le taux d'endettement financier brut du groupe Coface SA s'établit à 19% des capitaux propres - au même niveau qu'au 31 décembre 2020.

Solvabilité du Groupe

Conformément à la réglementation, le Groupe mesure sa solidité financière sur la base d'un capital requis (montant des capitaux propres nécessaires à couvrir les risques qu'il gère) calculé sur la base d'un modèle interne partiel approuvé en 2019 par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution pour son activité d'assurance-crédit, de la formule standard sur ses autres lignes d'assurance et selon la réglementation bancaire pour les sociétés de financement du Groupe. L'évolution du capital requis dépend de nombreux facteurs et paramètres tenant notamment aux évolutions du ratio de sinistralité, aux volumes de souscription, à la volatilité des risques, au cadencement du règlement des sinistres et aux types d'actifs investis au bilan de la Société (voir document d'enregistrement universel référence 2020, paragraphe 5.2.3 « Risques liés à la couverture de solvabilité du Groupe »).

Pour les activités d'assurance, conformément à la réglementation Solvabilité II entrée en vigueur le 1er janvier 2016, le Groupe a procédé au 30 juin 2021 au calcul estimé du capital de solvabilité requis (SCR). Le SCR du Groupe évalue les risques liés à la tarification, à la souscription, au provisionnement, ainsi que les risques de marché et les risques opérationnels. Il prend en compte aussi bien les risques de fréquence que les risques de pointe. Ce calcul est calibré de façon à couvrir le risque de perte correspondant à un quantile à 99,5 % à un horizon d'une année.

Le Groupe calcule également le capital requis pour l'activité d'affacturage. Il est estimé en appliquant un taux de 10,5% aux encours pondérés par les risques (Risk-Weighted Assets ou « RWA »). Les RWA sont calculés sur la base de l'encours d'affacturage, en appliquant une pondération fonction de la probabilité de défaut et de la perte attendue en cas de défaut.

La somme du capital requis pour l'activité d'assurance et du capital requis pour l'activité d'affacturage du Groupe est à comparer avec le capital disponible.

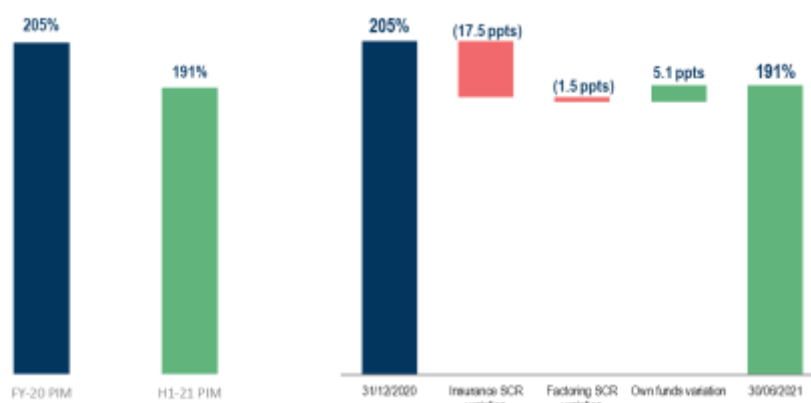
Au 30 juin 2021, le Groupe a procédé à une estimation¹ du capital requis pour le Groupe et de son ratio de couverture. Le capital requis total estimé au 30 juin 2021 s'élève à 1 188 millions d'euros (contre 1 077 millions d'euros au 31 décembre 2020), dont 1 010 millions d'euros correspondent au SCR assurance (estimé en utilisant le modèle interne partiel) et 178 millions d'euros – au capital requis des sociétés de financement.

Le capital disponible au 30 juin 2021 est estimé à 2 264 millions d'euros (contre 2 204 millions d'euros au 31 décembre 2020). Le capital disponible est à comparer avec la somme du SCR d'assurance et du capital requis pour l'affacturage.

Au 30 juin 2021, le taux de couverture du capital requis (rapport entre le capital disponible du Groupe et son capital requis pour l'assurance et l'affacturage) est estimé à 191%² (contre 205% au 31 décembre 2020).

¹ Les besoins en capitaux au 30 juin 2021 ont été estimés en utilisant le modèle interne partiel.

² Ce ratio de solvabilité estimé constitue un calcul préliminaire effectué selon l'interprétation de Coface de la réglementation Solvabilité II ; le résultat du calcul définitif pourrait être différent du résultat de ce calcul préliminaire. Le ratio de Solvabilité estimé n'est pas audité.



*Estimation du capital requis factoring selon l'approche standard

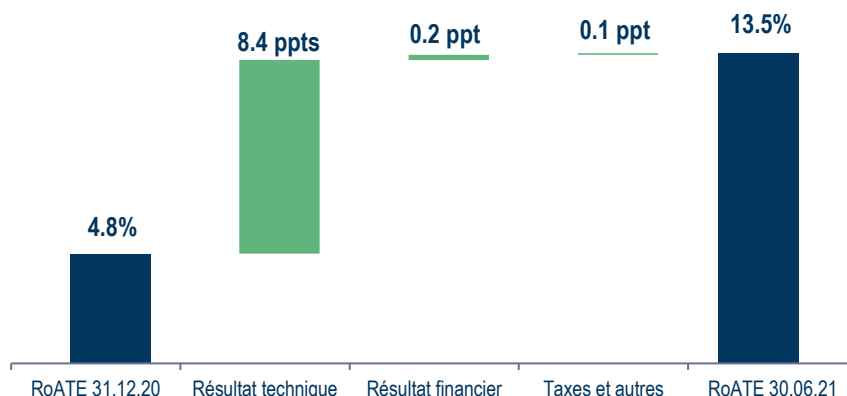
Compte tenu de l'approbation du modèle interne partiel en décembre 2019, le Capital de Solvabilité Requis (SCR) et le Minimum de Capital Requis (MCR) du Groupe ont été définis en utilisant le modèle interne partiel. Ce modèle permet un meilleur alignement entre les besoins de fonds propres réglementaires et le portefeuille de Coface.

Rentabilité des fonds propres

Le ratio de rentabilité des fonds propres permet de mesurer la rentabilité du capital investi du Groupe Coface. Le ratio de rentabilité des fonds propres, nets des actifs incorporels (Return on Average Tangible Equity, ou «RoATE») correspond au rapport entre le résultat net (part du groupe) et la moyenne des capitaux propres comptables (part du groupe) retraités des éléments intangibles (valeur d'actifs incorporels).

Le tableau ci-dessous présente les éléments de calcul du RoATE du Groupe Coface sur la période décembre 2020 – juin 2021 :

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2021	Au 31 décembre 2020
Capitaux propres comptables (part du groupe) – A	1 996	1 998
Actifs incorporels – B	233	231
Fonds propres, nets des actifs incorporels – C (A – B) Au 30 juin 2021 les Fonds propres net des actifs incorporels sont retraités en intégrant le résultat annualisé – C (A-B+E)	1 764	1 767
Fonds propres moyens, nets des actifs incorporels – D $([C_n + C_{n-1}]/2)$	1 827	1 736
Résultat net (part du groupe) – E	123,2	82,9
RoATE – E/D Au 30 juin 2021 le résultat net est annualisé – E x 2/D	13,5%	4,8%



f) Facteurs de risques

De par ses activités, le Groupe Coface est exposé à cinq grands types de risques (risque de crédit, risques financiers, risques stratégiques, risques opérationnels et de non-conformité et risque de réassurance) dont les deux principaux sont les risques de crédit et les risques financiers. Le risque de crédit se définit comme le risque de perte, en raison du non-paiement par un débiteur, d'une créance due à un assuré du Groupe. Le risque financier est le risque de perte en raison de variations défavorables des taux d'intérêt, des taux de change ou de la valeur de marché des titres ou des placements immobiliers. Le Groupe Coface s'est doté d'une organisation de gestion des risques en vue d'une gestion efficace de ces opérations et processus.

En raison de la cotation en bourse du Groupe Coface, les principaux facteurs de risques et incertitudes auxquels le Groupe est confronté sont décrits de façon détaillée dans le chapitre 5 « Principaux facteurs de risques et leur gestion au sein du Groupe » du document d'enregistrement universel du Groupe Coface, déposé auprès de l'AMF le 31 mars 2021 sous le numéro n° D.21-0233.

Au cours du premier semestre 2021, compte tenu du contexte épidémique toujours en cours, Coface suit attentivement ses risques et démontre ainsi son agilité. Les mécanismes de garanties mis en place par les Etats depuis le second semestre 2020, ont pris fin au 30 juin 2021.

g) Risques et incertitudes futurs

Les sociétés d'affacturage appliquent la norme IFRS 9 « Instruments financiers » depuis le 1er janvier 2018.

Les entités d'assurance bénéficient d'un report de son application à 2023, c'est-à-dire concomitamment à celle de la norme IFRS 17 « Contrats d'assurance » laquelle traite de la comptabilisation des contrats d'assurance. Ces deux importants projets normatifs sont susceptibles d'avoir un impact significatif sur la comptabilisation des passifs liés aux contrats d'assurance et sur le classement des actifs financiers.

h) Perspectives

i. Environnement économique

Selon notre scénario, la reprise économique mondiale devrait se poursuivre au second semestre 2021, malgré les résurgences virales localisées et passagères.

Elle devrait gagner en vigueur en Europe avec la montée de la couverture vaccinale, la levée des dernières restrictions sanitaires, la réouverture au tourisme, au moins régional, et le commencement de la mise en œuvre du Plan de relance de l'Union européenne « Investir pour la prochaine génération » qui devrait se faire sentir au niveau de l'investissement. Les ménages, du moins ceux à revenus moyen ou élevé, ont accumulé de

l'épargne susceptible d'être dépensée en biens durables et de consommation, même si une fraction risque d'être conservée à titre de précaution. En Amérique du nord, la progression pourrait être moins forte qu'au cours de la période précédente, sauf si l'Administration parvenait à faire adopter rapidement ses Plans Famille et Emploi dans des termes proches de ceux exposés par le Président Biden, auquel cas le rythme s'accélérait. Cependant, si le taux de participation au marché du travail ne retrouve pas son niveau d'avant la crise, cela pourrait devenir une contrainte, au moins dans certains secteurs. Dans les deux régions, la politique monétaire devrait rester très accommodante et les mesures de soutien budgétaire n'être que prudemment retirées, surtout en Europe. La construction de logements devrait rester la grande bénéficiaire, alors que les services devraient poursuivre leur rattrapage sur l'industrie.

En Asie émergente, l'irruption du Covid en fin de 1er semestre dans plusieurs pays, jusqu'alors peu touchés, avec les restrictions de mouvement associées, ajoutée aux limites d'efficacité du vaccin chinois, prédominant dans la région, pourraient contribuer à y stabiliser la croissance, mais à un niveau élevé. Le souci des autorités chinoises de prévenir un emballement de la machine économique, les contraintes sur le transport du fret et sur la disponibilité des composants électroniques pourraient agir dans le même sens. Les touristes tarderont à réapparaître au détriment de la Thaïlande, de l'Indonésie, du Cambodge et d'autres. Cependant, Indonésie et Malaisie devraient encore profiter des cours élevés des matières premières, tandis que Cambodge et Bangladesh devraient voir leurs exportations de vêtements favorisées par la réouverture des boutiques occidentales.

Du côté des économies avancées d'Asie, Corée et Taiwan devraient continuer de surfer sur la forte demande de composants, la première pouvant profiter, en plus, de la demande accrue en automobiles et en navires. Par contre, au Japon, la reprise devrait rester modérée avec une production automobile et électronique contrainte par le manque de composants, ainsi qu'un apport tout au mieux nul des Jeux Olympiques. Australie et Nouvelle-Zélande profiteront des cours des matières premières et, pour la seconde, de la solide demande chinoise. Leur demande intérieure devrait rester bien orientée, les deux pays réussissant à contenir le virus grâce, notamment, à leur position insulaire. Australie et Chine entretiennent des relations politiques exécrables qui rejaillissent sur leurs échanges.

En Afrique, au Moyen-Orient, en Amérique latine, dans la Caraïbe, en Asie centrale et en Europe orientale, donc surtout parmi les pays émergents ou en développement, les producteurs et exportateurs nets de matières premières agricoles, sylvicoles ou minérales devraient continuer de profiter de cours plus élevés. A l'inverse, les importateurs nets de ces produits feront face à une facture plus onéreuse. Mais, dans tous les cas, cela augmentera le coût de la vie pour la grande masse de leur population, réduisant leur pouvoir d'achat. Le tourisme, capital pour certains d'entre eux, risque de ne repartir que lentement, ce qui pèsera aussi sur leur demande intérieure. Dans ces conditions, les investisseurs, notamment étrangers, risquent de rester prudents et, pour le moins, sélectifs. Toutefois, il est probable qu'une résurgence virale, d'ailleurs, déjà observée en fin de 1er semestre dans plusieurs d'entre eux, conduise peu de pays à appliquer des mesures sanitaires dures en raison de leur coût économique et social, et de la difficulté à les faire respecter.

Au-delà de ces éléments assez probables, il nous faut mentionner les éléments très incertains, à l'influence tantôt positive tantôt négative pour l'activité économique.

Le premier est la survenance d'une nouvelle et importante vague de contamination au Covid, notamment dans les économies avancées, qui seraient, alors, conduites à réinstaurer des contraintes néfastes pour l'activité. Beaucoup dépendra du taux de couverture vaccinale, alors que la vaccination patine aux Etats-Unis et en Europe occidentale, et qu'elle est très en retard dans la plupart des autres pays, ainsi que de l'efficacité des vaccins face aux variants. Cependant, on peut attendre d'éventuelles mesures qu'elles soient mieux proportionnées et que les gens aient acquis l'habitude de vaquer à leurs occupations dans ces circonstances.

Le second porte sur le prix des hydrocarbures. Ils sont actuellement haussiers, mais seront influencés par le devenir de la production libyenne, iranienne et vénézuélienne, de celle du pétrole de schiste aux Etats-Unis, ainsi que celui de l'accord OPEP+. Cela influera grandement sur les comptes publics et extérieurs des pays producteurs.

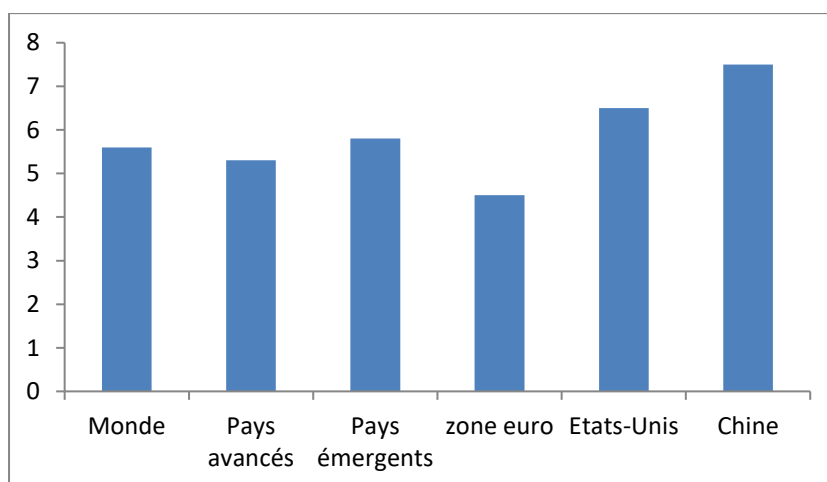
Le troisième concerne les prix des autres matières premières et des produits intermédiaires chimiques, métallurgiques, papetiers et autres. L'envolée des cours va-t-elle durer, alors qu'elle repose, selon les cas, en partie sur le boom de la construction, l'engouement pour les véhicules électriques, un surstockage, la spéculation ? Le manque de composants électroniques persistera-t-il jusqu'en 2022 ? Cela sera déterminant pour les producteurs et les fabricants, mais aussi pour les secteurs utilisateurs.

Nous prévoyons que le prix du transport restera élevé jusqu'en 2022, mais un retournement antérieur n'est pas impossible avec la normalisation de la situation sanitaire parmi les équipages, l'adoucissement des mesures sanitaires dans les ports, la poursuite de la reprise des vols commerciaux. En plus, cela fluidifierait les flux commerciaux.

Le regain d'inflation actuellement observé est considéré comme éphémère, lié à des éléments transitoires par les grandes banques centrales (BCE, FED...), n'affectant pas les anticipations des agents, et ne nécessitant pas de resserrer leur politique monétaire. Si elles devaient revoir leur position, cela pourrait entraîner un renchérissement du crédit pour les pays émergents et en développement se finançant sur les marchés, car il leur faudrait retenir ou attirer les investisseurs.

Pour le moment, nous n'observons pas de dégradation significative de la situation financière des entreprises, ni d'augmentation de leurs défauts de paiement qui restent à un niveau historiquement faible. Quand les Etats retireront leur soutien (prise en charge du chômage partiel, garantie et bonification du crédit, allègement d'impôts ou de cotisations sociales, adoucissement des procédures de faillite...), ce qui est déjà, en grande partie, le cas pour les pays émergents et en développement, des ajustements risquent de se produire au niveau de leur trésorerie. Beaucoup dépendra du rythme de retrait du soutien, ainsi que des mesures d'accompagnement pour les secteurs les plus touchés et dont l'avenir est le plus incertain (distribution, aviation, tourisme...).

Estimation des taux de croissance du PIB (en %) pour 2021 (source Coface)



ii. Perspectives pour le Groupe

Au cours du deuxième trimestre 2021, l'économie mondiale a confirmé son rebond. Coface attend ainsi pour l'année 2021 une croissance de l'économie mondiale de 5,6% suivie par 4,3% en 2022. Les progrès de la vaccination et les mesures massives de soutien à l'économie ont conduit localement à des phénomènes de surchauffe entraînant de fortes hausses de prix de plus ou moins longue durée (bois de construction, acier, semi-conducteurs). Ces hausses de prix ont alimenté le débat sur le retour d'une inflation plus ou moins durable. Malgré ces tensions et l'existence de résurgences virales, Coface anticipe une poursuite de la reprise économique au second semestre.

Dans ce contexte, le nombre de défaillances d'entreprises est resté à des niveaux historiquement bas dans la plupart des pays, qu'ils aient mis en place des schémas gouvernementaux propres à l'assurance-crédit ou pas. Le nombre de faillites devrait donc logiquement augmenter pendant la phase de sortie de la crise sanitaire et le retrait des mesures de soutien à l'économie.

Coface poursuit ses investissements tant dans l'amélioration de son efficacité et de ses outils de gestion que le renforcement de ses initiatives de croissance dans ses métiers adjacents.

Les opérations de Coface continuent de s'appuyer sur un bilan solide. Le ratio de solvabilité atteint 191%³, et de 186%¹ hors schémas gouvernementaux, un niveau supérieur à la fourchette cible de 155% à 175%.

³ Ce ratio de solvabilité estimé constitue un calcul préliminaire effectué selon l'interprétation par Coface de la réglementation Solvabilité II et utilisant le Modèle Interne Partiel. Le résultat du calcul définitif pourrait être différent de ce calcul préliminaire. Le ratio de Solvabilité estimé n'est pas audité.

Cette page a été laissée volontairement blanche

II. Etats Financiers consolidés résumés

II. États financiers consolidés

Base de préparation

Les présents comptes consolidés IFRS du Groupe Coface au 30 juin 2021 sont établis conformément à la norme IAS 34 « Informations financières intermédiaire » telle qu'adoptée par l'Union Européenne.

Ils comprennent les états financiers composés comme suit :

- le bilan ;
- le compte de résultat ;
- les autres éléments du résultat global ;
- le tableau de variation des capitaux propres ;
- le tableau des flux de trésorerie ;
- les notes annexes.

Le bilan est présenté avec un comparatif au 31 décembre 2020, le compte de résultat avec un comparatif au 30 juin 2020.

Les principes et méthodes comptables retenus pour l'établissement des comptes consolidés du Groupe Coface au 30 juin 2021 sont identiques à ceux utilisés pour l'élaboration des comptes consolidés de l'exercice clos au 31 décembre 2020 établis conformément aux normes comptables internationales (« IFRS ») telles que publiées par l'IASB et adoptées dans l'Union européenne⁴. Ils sont détaillés dans la partie « Principes et méthodes comptables » des comptes consolidés et annexes au 31 décembre 2020.

Enfin, les états financiers semestriels reflètent les différents dispositifs mis en place par les Etats (principalement européens) pour maintenir la disponibilité de l'assurance-crédit auprès du plus grand nombre d'entreprises. Ces dispositifs prenant principalement la forme de contrats de réassurance sont décrits dans les Faits marquants.

Les comptes intermédiaires semestriels résumés sont examinés par le Conseil d'Administration du Groupe Coface en date du 28 juillet 2021. Ils ont également préalablement été revus par le Comité d'Audit le 23 juillet 2021.

⁴ Le référentiel intégral des normes adoptées au sein de l'Union européenne peut être consulté sur le site internet de la Commission Européenne à l'adresse suivante : http://ec.europa.eu/finance/company-reporting/ifrs-financial-statements/index_fr.htm

Faits marquants

Evolution de la gouvernance – Bernardo Sanchez Incera nommé président du Conseil

d'Administration

Le 10 février 2021, Natixis et Arch Capital Group ont annoncé que la transaction portant sur la cession de 29,5% des titres de Coface SA avait obtenu toutes les autorisations nécessaires. Conformément aux annonces faites en février 2020, les administrateurs représentant Natixis ont ainsi présenté leur démission. Le conseil a alors coopté quatre administrateurs nommés par Arch ainsi que Bernardo Sanchez Incera qui a été alors nommé Président du Conseil. A compter de cette date, le conseil d'administration de Coface est donc composé de 10 membres, 4 femmes et 6 hommes, dont la majorité (6) d'administrateurs indépendants.

Les agences de notation reconnaissent les bonnes performances de Coface

Le 10 février 2021, l'agence de notation Moody's a confirmé la note de solidité financière (Insurance Financial Strength – IFS) A2 de Coface. Elle a également relevé la perspective de cette note qui est désormais assortie d'une perspective stable.

Le 18 mars 2021, L'agence de notation AM best a confirmé la note de solidité financière (Insurer Financial Strength – IFS) 'A' (Excellent) attribuée à Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (la Compagnie), Coface North America Insurance Company (CNAIC) et Coface Ré. La perspective de ces notes reste « stable ».

Le 20 avril 2021, l'agence de notation Fitch Ratings a confirmé la note de solidité financière (Insurer Financial Strength - IFS) 'AA-' de Coface. L'agence a également retiré la surveillance négative attachée à cette note. Les perspectives sont désormais stables.

Nomination d'un Directeur des opérations du Groupe Coface

Le 24 mars 2021, Declan Daly a été nommé Directeur des opérations du Groupe Coface à compter du 1er avril. Il continuera de reporter directement à Xavier Durand, Directeur Général de Coface et rejoindra le comité de direction du Groupe. Dans cette fonction nouvellement créée, Declan sera chargé de poursuivre et accélérer la transformation de Coface en matière de qualité de service et d'efficacité opérationnelle à travers le groupe.

Réduction du capital social par annulation d'actions auto-détenues

Le Conseil d'administration de COFACE SA, dans sa réunion du 3 mars 2021, a décidé d'annuler les 1 852 157 actions rachetées dans le cadre du programme de rachat d'actions du 27 octobre 2020, et corrélativement, de réduire le capital social de la société.

En conséquence, le capital social de COFACE SA s'établit désormais à 300 359 594 € divisé en 150 179 792 actions d'une valeur nominale de 2 € chacune.

Expiration des principaux schémas gouvernementaux

En 2020, de nombreux gouvernements ont rapidement reconnu le rôle crucial de l'assurance-crédit dans le maintien du crédit inter-entreprises, première source de financement de nombreuses entreprises. Afin de permettre de garantir la disponibilité de l'assurance-crédit dans une période où le risque n'est pas forcément assurable, de nombreux états ont mis en place des mécanismes de garantie dont la forme et le périmètre varient. Au 31 décembre 2020, Coface avait ainsi finalisé 13 accords dans des pays qui représentaient 64% des expositions.

Comme initialement prévu, la grande majorité des schémas gouvernementaux (hors top-up) ont expiré au 30 juin 2021 entraînant ainsi une mise en run-off des contrats. En effet, les états et les acteurs d'assurance-crédit, dont Coface, partagent l'analyse selon laquelle une prolongation n'est pas nécessaire compte tenu de la situation actuelle du marché. Cependant, les différents acteurs continueront à travailler en étroite collaboration après le 30 juin 2021 afin d'être en mesure d'agir rapidement, dans le cadre de la législation européenne, au cas où la situation économique se détériorerait de manière significative.

Entrées de périmètre

Au cours du second trimestre 2021, trois entités détenues exclusivement depuis plusieurs exercices sont entrées dans le périmètre de consolidation. Il s'agit de Coface Poland insurance service, Coface Romania insurance service et Coface Finance Israël.

Bilan consolidé

Actif

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	30/06/21	31/12/20
Actifs incorporels		232 697	230 852
Ecart d'acquisition	1	154 535	154 245
Autres immobilisations incorporelles	2	78 162	76 607
Placements des activités d'assurance	3	2 948 944	2 982 945
Immobilier de placement	3	288	288
Titres conservés jusqu'à échéance	3	1 797	1 872
Titres disponibles à la vente	3	2 870 040	2 896 314
Titres de transaction	3	79	67
Dérivés	3	5 553	7 237
Prêts et créances	3	71 186	77 167
Créances des activités du secteur bancaire	4	2 379 199	2 326 941
Part des cessionnaires et des rétrocessionnaires dans les passifs relatifs aux contrats d'assurance et financiers	10	687 534	603 453
Autres actifs		1 023 073	1 007 645
Immeubles d'exploitation et autres immobilisations corporelles		107 388	112 765
Frais d'acquisition reportés		41 096	35 494
Impôts différés actifs		49 639	49 250
Créances nées des opérations d'assurance ou de réassurance		520 888	516 561
Créances clients des activités de service		58 619	62 390
Créances d'impôts exigibles		47 343	49 853
Autres créances		198 100	181 332
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5	356 447	400 969
TOTAL ACTIF		7 627 894	7 552 804

Passif

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	30/06/21	31/12/20
Capitaux propres du groupe		1 996 245	1 998 308
Capital	6	300 360	304 064
Primes d'émission, de fusion et d'apport		810 420	810 420
Report à nouveau		645 285	656 118
Autres éléments du résultat global		116 948	144 807
Résultat net consolidé de l'exercice		123 233	82 900
Participations ne donnant pas le contrôle		277	267
Capitaux propres totaux		1 996 522	1 998 575
Provisions pour risques et charges	7	87 805	96 307
Dettes de financement	8	382 416	389 810
Passifs locatifs	9	84 128	88 124
Passifs techniques relatifs aux contrats d'assurance	10	1 880 837	1 804 092
Ressources des activités du secteur bancaire	11	2 383 779	2 318 392
Dettes envers les entreprises du secteur bancaire	11	669 323	535 447
Dettes envers la clientèle des entreprises du secteur bancaire	11	319 964	357 384
Dettes financières représentées par des titres	11	1 394 492	1 425 562
Autres passifs		812 408	857 504
Impôts différés passifs		104 567	110 507
Dettes nées des opérations d'assurance ou de réassurance		334 766	414 133
Dettes d'impôts exigibles		112 221	70 621
Dérivés		2 014	26
Autres dettes		258 840	262 219
TOTAL PASSIF		7 627 894	7 552 804

Compte de résultat consolidé

(en milliers d'euros)	Notes	30/06/21	30/06/20
Primes brutes émises		745 433	666 167
Ristournes de primes		-50 156	-38 331
Variation des primes non acquises		-56 562	-28 749
Primes brutes acquises	12	638 715	599 087
Accessoires de primes		74 532	75 518
Produits nets des activités bancaires		31 548	28 567
Produits des activités de services		23 243	21 448
Autres revenus	12	129 323	125 533
Chiffre d'affaires		768 038	724 619
Charges des prestations des contrats	13	-188 723	-353 275
Frais d'acquisition des contrats	14	-124 821	-116 618
Frais d'administration	14	-133 333	-132 621
Autres charges de l'activité assurance	14	-32 997	-30 072
Charges d'exploitation bancaire hors coût du risque	14	-6 412	-6 596
Charges des activités de services	14	-41 815	-39 256
Charges d'exploitation		-339 378	-325 163
Coût du risque		106	163
RESULTAT TECHNIQUE AVANT REASSURANCE		240 043	46 345
Résultat des cessions en réassurance	15	-84 254	-5 969
RESULTAT TECHNIQUE APRES REASSURANCE		155 788	40 375
Produits des placements nets de charges hors coût de l'endettement	16	15 857	16 732
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT		171 645	57 108
Autres produits et charges opérationnels	17	448	-1 756
RESULTAT OPERATIONNEL		172 094	55 351
Charges de financement		-10 436	-10 993
Quote-part dans les résultats des entreprises associées		0	0
Ecart d'acquisition négatif		0	0
Impôts sur les résultats		-38 423	-20 408
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		123 236	23 951
Participations ne donnant pas le contrôle		-3	12
RÉSULTAT NET (PART DU GROUPE)		123 233	23 963
Résultat par action (en €)	19	0,83	0,16
Résultat dilué par action (en €)	19	0,83	0,16

Autres éléments du résultat global consolidé

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	30/06/21	30/06/20
Résultat net (part du groupe)		123 232	23 963
Participations ne donnant pas le contrôle		3	-12
Autres éléments du résultat net global			
Variation des écarts de conversion recyclable en résultat		-5 113	-11 577
<i>Transférée vers le résultat</i>		0	0
<i>Comptabilisée en capitaux propres</i>		-5 113	-11 577
Variation de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente		-23 434	-19 873
<i>Comptabilisée en capitaux propres - recyclables en résultat - part brute</i>		-18 948	-36 192
<i>Comptabilisée en capitaux propres - recyclables en résultat - effet d'impôt</i>		-1 628	7 875
<i>Transférée en résultat - part brute</i>		-2 839	8 881
<i>Transférée en résultat - effet d'impôt</i>		-19	-437
Variation de la réévaluation des engagements sociaux		692	2 936
<i>Comptabilisée en capitaux propres - non recyclables en résultat - part brute</i>		935	4 027
<i>Comptabilisée en capitaux propres - non recyclables en résultat - effet d'impôt</i>		-243	-1 091
Total des autres éléments du résultat net global, nets d'impôts		-27 855	-28 514
Résultat global de la période de l'ensemble consolidé		95 380	-4 563
- dont part du groupe		95 373	-4 527
- dont part des participations ne donnant pas le contrôle		7	-36

Tableau de variation des capitaux propres consolidé

(en milliers d'euros)	Notes	Autres éléments du résultat global										
		Capital	Primes	Réserves consolidées	Actions propres	Ecart de conversion	Réserves de réévaluation recyclables	Réserves de réévaluation non recyclables	Résultat net part du groupe	Capitaux propres du groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres totaux
Capitaux propres au 31 décembre 2019		304 064	810 420	523 628	-11 190	-8 425	184 659	-25 413	146 729	1 924 472	269	1 924 741
Affectation du résultat 2019				146 729					-146 729	0		0
Distribution 2020 au titre du résultat 2019				0					0	0	0	0
Total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires		0	0	146 729	0	0	0	0	-146 729	0	0	0
Résultat au 31 décembre 2020									82 900	82 900	4	82 904
Variation de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente comptabilisée en capitaux propres							17 261			17 261	1	17 262
Variation de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente transférée en résultat							562			562	0	562
Variation des écarts actuariels IAS19R								1 298		1 298	0	1 298
Variation des réserves de conversion						-25 135				-25 135	-15	-25 150
Annulation des actions COFACE SA									0	0	0	0
Elimination des titres auto-détenus					-4 632				-4 632	0	0	-4 632
Charges liées aux plans d'actions gratuites				1 698					1 698	0	0	1 698
Transactions avec les actionnaires et autres				-116					-116	8	8	-108
Capitaux propres au 31 décembre 2020		304 064	810 420	671 939	-15 822	-33 560	202 482	-24 115	82 900	1 998 308	267	1 998 575
Affectation du résultat 2020				82 900					-82 900	0		0
Distribution 2021 au titre du résultat 2020				-81 976						-81 976	-4	-81 980
Total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires		0	0	924	0	0	0	0	-82 900	-81 976	-4	-81 980
Résultat au 30 juin 2021									123 232	123 232	3	123 235
Variation de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente comptabilisée en capitaux propres							-20 576			-20 576	0	-20 576
Variation de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente transférée en résultat							-2 858			-2 858	0	-2 858
Variation des écarts actuariels IAS19R								692		692	0	692
Variation des réserves de conversion						-5 117				-5 117	4	-5 113
Annulation des actions COFACE SA		-3 704		-11 298						-15 002	0	-15 002
Elimination des titres auto-détenus					40				40	0	0	40
Charges liées aux plans d'actions gratuites				-482					-482	0	0	-482
Transactions avec les actionnaires et autres				-16					-16	7	7	-9
Capitaux propres au 30 juin 2021		300 360	810 420	661 067	-15 782	-38 677	179 048	-23 423	123 232	1 996 245	277	1 996 522

Tableau de flux de trésorerie consolidé

(en milliers d'euros)	30/06/21	30/06/20
Résultat net (part du groupe)	123 233	23 963
Participations ne donnant pas le contrôle	3	-12
Impôts sur le résultat	38 423	20 408
Charges de financement	10 436	10 993
Résultat opérationnel (A)	172 094	55 352
+/- Dotations aux amortissements et aux provisions	17 057	12 428
+/- Dotations nettes aux provisions techniques d'assurance	-33 886	21 702
+/- Résultat latent de change	16 414	1 913
+/- Éléments sans décaissement de trésorerie compris dans le résultat opérationnel	29	21 394
Total des éléments non monétaires sans incidence sur la trésorerie (B)	-7 641	57 437
Flux de trésorerie opérationnelle brute (C) = (A) + (B)	171 708	112 789
Variation des créances et des dettes d'exploitation	-97 936	47 760
Impôts nets décaissés	-2 674	-10 525
Flux de trésorerie liés aux opérations d'exploitation (D)	-100 609	37 235
Augmentation (diminution) des créances d'affacturage	-49 019	219 048
Augmentation (diminution) des comptes créditeurs d'affacturage	-68 489	-199 279
Augmentation (diminution) des dettes financières d'affacturage	130 686	27 804
Flux de trésorerie nets provenant des activités bancaires et d'affacturage (E)	13 178	47 573
Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles (F) = (C+D+E)	84 277	197 596
Acquisitions des placements	-701 281	-395 737
Cessions des placements	735 262	412 878
Flux de trésorerie nets provenant des variations d'actifs de placement (G)	33 981	17 141
Acquisitions de sociétés consolidées, nettes de la trésorerie acquise	840	655
Cessions de sociétés consolidées, nettes de la trésorerie cédée		
Flux de trésorerie nets liés aux variations de périmètre (H)	840	655
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-8 999	-7 754
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	72	-1 671
Flux de trésorerie liés aux acquisitions et cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles (I)	-8 927	-9 425
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement (J) = (G+H+I)	25 894	8 371
Emissions d'instruments de capital		
Opérations sur actions propres	-14 962	-4 632
Dividendes payés aux actionnaires de la société mère	-81 976	-
Dividendes payés aux minoritaires des sociétés intégrées	-4	-
Flux de trésorerie liés aux transactions avec les actionnaires	-96 942	-4 632
Trésorerie générée par les émissions de dettes de financement	-7 053	-
Trésorerie affectée aux remboursements de dettes de financement		
Remboursement des passifs locatifs	-8 389	-6 063
Intérêts payés	-17 830	-18 691
Flux de trésorerie liés au financement du Groupe	-33 271	-24 754
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement (K)	-130 213	-29 385
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie (L)	-24 480	-11 327
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (F+J+K+L)	-44 522	165 254
Flux de trésorerie opérationnels nets (F)	84 277	197 596
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement (J)	25 894	8 371
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement (K)	-130 213	-29 385
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie (L)	-24 480	-11 327
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	400 969	320 777
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	356 447	486 031
Variation de la trésorerie nette	-44 522	165 254

Cette page a été laissée volontairement blanche

III. Notes et annexes aux comptes consolidés résumés

III. Notes et annexes aux comptes consolidés résumés

Les montants sont exprimés en milliers d'euros.

Note 1. Ecarts d'acquisition

La valeur des écarts d'acquisition diminue de 290 milliers d'euros sur le premier semestre 2021 ; cette évolution est due entièrement à la variation des taux de change.

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis ; ils sont soumis systématiquement à un test de dépréciation réalisé semestriellement, et dès qu'il existe un indice de perte de valeur, conformément à la norme IAS 36.

Méthode des tests d'impairment

Les écarts d'acquisition et les autres actifs non financiers ont fait l'objet de tests de perte de valeur au 30 juin 2021. Coface a procédé à cet exercice en comparant la valeur d'utilité des groupes d'unité génératrice de trésorerie (UGT) auxquels ont été affectés les écarts d'acquisition avec leur valeur comptable.

La valeur d'utilité est la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs susceptibles de découler d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie. La valorisation, issue de la méthode des cash flows actualisés, s'appuie sur le budget prévisionnel à trois ans préparé par les filiales et validé par le management avec deux années supplémentaires construites sur la base de ratios de gestion normalisés, reflétant la sinistralité « moyenne » attendue à long terme (loss ratios et cost ratios cibles). Au-delà de la cinquième année, la valeur terminale est évaluée sur la base d'une capitalisation à l'infini du flux de trésorerie de la dernière année.

Les principales hypothèses retenues pour déterminer la valeur d'utilité des groupes d'UGT sont, le taux de croissance à long terme fixé à 1,5% pour l'ensemble des entités et un coût moyen pondéré du capital de 11,3%.

Les écarts d'acquisition ont donné lieu à des tests de perte de valeur en retenant les hypothèses suivantes au 30 juin 2021 :

(en millions d'euros)	Europe du Nord	Europe de l'Ouest	Europe Centrale	Méditerranée et Afrique	Amérique du Nord
Coût du capital	11,3%	11,3%	11,3%	11,3%	11,3%
Croissance perpétuelle	1,5%	1,5%	1,5%	1,5%	1,5%
Contribution à l'actif net du Groupe consolidé	601,7	489,4	227,0	320,2	57,2

Pour rappel, les hypothèses étaient les suivantes pour l'exercice de décembre 2020 :

(en millions d'euros)	Europe du Nord	Europe de l'Ouest	Europe Centrale	Méditerranée et Afrique	Amérique du Nord
Coût du capital	11,5%	11,5%	11,5%	11,5%	11,5%
Croissance perpétuelle	1,5%	1,5%	1,5%	1,5%	1,5%
Contribution à l'actif net du Groupe consolidé	587,5	474,0	214,5	304,9	54,8

Sensibilité des tests d'impairment

Les analyses de sensibilité ont été effectuées sur les tests de perte de valeur en prenant en compte les sensibilités suivantes :

- sensibilité sur le taux de croissance perpétuel minoré de 0,5 point : il ressort qu'une variation de 0,5 point des hypothèses retenues n'aurait pas d'effet sur le résultat des tests de dépréciation et donc sur les comptes consolidés du Groupe au 30 juin 2021 ;
- sensibilité sur le coût de capital majoré de 0,5 point : il ressort qu'une variation de 0,5 point des hypothèses retenues n'aurait pas d'effet sur le résultat des tests de dépréciation et donc sur les comptes consolidés du Groupe au 30 juin 2021 ;
- sensibilité sur le ratio de sinistre et sur le ratio des coûts sur les deux dernières années du plan d'affaires (2024 et 2025) : en considérant une augmentation de 1 à 2 points au niveau du ratio de sinistre et des coûts. Il ressort qu'une hausse de 1 à 2 points des hypothèses retenues n'aurait pas d'effet sur le résultat des tests de dépréciation, compte tenu des valeurs d'utilité et donc sur les comptes consolidés du Groupe au 30 juin 2021.

La sensibilité des valeurs d'entreprises aux hypothèses retenues est reflétée dans le tableau suivant :

Résultat des tests d'impairment

(en millions d'euros)	Europe du Nord	Europe de l'Ouest	Europe Centrale	Méditerranée et Afrique	Amérique du Nord
Contribution à l'actif net du Groupe consolidé (1)	601,7	489,4	227,0	320,2	57,2
Valeur d'utilité de l'UGT	887,9	644,5	379,8	652,4	100,4
Sensibilité Croissance long terme -0,5 point (2)	864,5	629,5	362,3	632,7	96,9
Sensibilité WACC +0,5 point (2)	855,5	623,7	358,4	625,1	95,6
Sensibilité Loss/ Cost Ratio 2025 +1 point (2)	875,5	584,7	372,1	633,1	92,3
Sensibilité Loss/ Cost Ratio 2025 +2 points (2)	863,1	524,9	364,4	613,7	84,3

(1) La Contribution à l'actif net du Groupe consolidé correspond à la valeur comptable.

(2) Des analyses de sensibilités ont été effectuées sur la valeur d'utilité.

Note 2. Autres immobilisations incorporelles

La valeur des autres immobilisations incorporelles augmente de 1 556 milliers d'euros sur le premier semestre 2021 ; cette évolution s'explique principalement par une augmentation de la valeur brute de 7 888 milliers d'euros compensée par des dotations aux amortissements pour 6 332 milliers d'euros.

Note 3. Placements des activités d'assurance

3.1 – Placements par catégorie

Au 30 juin 2021, la valeur nette comptable des titres AFS (available for sale) s'élève à 2 870 040 milliers d'euros, celle des titres classés en trading se monte à 79 milliers d'euros, et celle des titres HTM (held to maturity) est de 1 797 milliers d'euros.

Entreprise d'assurance, le Groupe Coface conserve une allocation très majoritairement orientée vers des produits de taux lui garantissant des revenus récurrents et stables.

La répartition du portefeuille obligataire, au 30 juin 2021, selon les types de notation, est la suivante :

- Titres notés 'AAA' : 11,6%
- Titres notés 'AA' et 'A' : 54,6%
- Titres notés 'BBB' : 29,1%
- Titres notés 'BB' et inférieur : 4,7%

(en milliers d'euros)	30/06/21					31/12/20				
	Coût amorti	Réévaluation	Valeur nette	Juste valeur	Plus et moins valeurs latentes	Coût amorti	Réévaluation	Valeur nette	Juste valeur	Plus et moins valeurs latentes
Titres AFS	2 667 881	282 159	2 879 840	2 879 840		2 672 996	223 318	2 896 314	2 896 314	
Actions et autres titres à revenus variables	186 036	147 221	333 257	333 257		153 192	145 960	299 172	299 172	
Obligations et effets publics	2 262 369	40 311	2 302 680	2 302 680		2 300 679	66 185	2 366 864	2 366 864	
dont placements en titres vifs	1 950 350	36 905	1 987 255	1 987 255		1 853 153	58 531	1 911 685	1 911 685	
dont placements en OPCVM	311 419	3 411	314 830	314 830		447 526	7 654	455 179	455 179	
Parts de SCI	219 475	14 630	234 106	234 106		219 125	11 155	230 280	230 280	
Titres HTM										
Obligations et effets publics	1 797		1 797	2 419	621	1 872		1 872	2 587	715
JVO - Trading										
OPCVM monétaires	79	0	79	79		67		67	67	
Dérivés actifs	0	5 553	5 553	5 553			7 237	7 237	7 237	
(pour information dérivés au passif)		-2 014	-2 014	-2 014			-26	-26	-26	
Prêts et créances	71 186		71 186	71 186		77 167		77 167	77 167	
Immobilier de placements	288	-487	288	288		288	-487	288	288	
TOTAL	2 741 639	287 395	2 948 944	2 948 944	621	2 752 797	238 140	2 982 945	2 982 945	715

(en milliers d'euros)	Brut 30/06/21	Dépréciations	Net 30/06/21	Net 31/12/20
Titres AFS	2 913 509	-43 467	2 870 040	2 896 314
Actions et autres titres à revenus variables	372 115	-38 859	333 257	299 172
Obligations et effets publics	2 302 680		2 302 680	2 366 864
dont placements en titres vifs	1 987 255		1 987 255	1 911 685
dont placements en OPCVM	314 830		314 830	455 179
Parts de SCI	238 714	-4 608	234 106	230 280
Titres HTM				
Obligations et effets publics	1 797		1 797	1 872
JVO - Trading				
OPCVM monétaires	79		79	67
Dérivés actifs	5 553		5 553	7 237
(pour information, dérivés au passif)	-2 014		-2 014	-26
Prêts et créances	71 281	-95	71 186	77 167
Immobilier de placements	288		288	288
TOTAL	2 992 508	-43 562	2 948 944	2 982 945

Dépréciations

(en milliers d'euros)	31/12/20	Dotations	Reprises	Effet de change et autres	30/06/21
Titres AFS	43 457	222	-221	10	43 467
Actions et autres titres à revenus variables	38 848	222	-221	10	38 859
Obligations et effets publics	0	0	0	0	0
Parts de SCI	4 608	0	0	0	4 608
Prêts et créances	95	0	0	0	95
TOTAL	43 552	222	-221	10	43 562

Les dépréciations de titres AFS sont reprises lorsque les titres sont cédés.

Variation des placements par catégorie

(en milliers d'euros)	31/12/20						30/06/21
	Valeur nette comptable ouverture	Augmentations	Diminutions	Révaluations	Dépréciations	Autres variations	Valeur nette comptable clôture
Titres AFS	2 896 314	541 106	-564 091	-21 786	0	18 499	2 870 040
Actions et autres titres à revenus variables	299 172	41 116	-7 344	641	0	-327	333 257
Obligations et effets publics	2 366 864	499 639	-556 747	-25 902	0	18 826	2 302 680
Parts de SCI	230 280	351	0	3 474	0	0	234 106
Titres HTM							
Obligations	1 872	3	-78			0	1 797
JVO - Trading	67	0	11,2	0		0	79
Prêts, créances et autres placements financiers	84 692	6 690	-19 245	-1 339	1	6 230	77 030
TOTAL	2 982 945	547 798	-583 403	-23 125	1	24 729	2 948 944

Dérivés

L'utilisation structurelle de produits dérivés est strictement limitée à des fins de couverture. Le nominal de la couverture est ainsi limité au montant d'actifs sous-jacents détenus dans le portefeuille.

Au cours du premier semestre 2021, la majeure partie des opérations réalisées a concerné la couverture systématique de change via conclusion de swaps ou d'opérations de change à terme pour des obligations émises principalement en USD et présentes dans le portefeuille de placement.

Les investissements actions ont fait l'objet d'une couverture partielle en dehors de la monnaie via l'achat et la vente d'options cotées sur le marché. La stratégie mise en œuvre vise une couverture dans une optique de protection du portefeuille en cas de baisse sensible du marché actions de la zone Euro.

Concernant le portefeuille obligataire, aucune couverture de taux n'a été mise en place au cours du premier semestre 2021, toutefois, Coface se laisse la possibilité d'en remettre en place. Quelques opérations ponctuelles de couverture du risque de taux ont été mises en place sur des titres de créances négociables, dans le portefeuille monétaire.

Toutes ces opérations n'ont pas fait l'objet d'un traitement comptable de type « comptabilité de couverture » en IFRS car il s'agit majoritairement d'opérations de change et de couvertures marché partielles.

3.2 – Instruments financiers comptabilisés à la juste valeur

Cette note présente la juste valeur des instruments financiers par niveau de hiérarchie des paramètres utilisés pour la valorisation des instruments au bilan.

Niveau 1 : Prix cotés pour un instrument identique sur des marchés actifs.

Les titres classés en niveau 1 représentent 85% du portefeuille du Groupe Coface. Ils correspondent aux :

- actions, obligations et effets publics cotés sur des marchés organisés, ainsi qu'aux parts d'OPCVM dont la valeur liquidative est calculée et publiée de manière très régulière et facilement disponible (AFS) ;
- obligation d'Etat et obligations indexées à taux variable (HTM) ;
- SICAV monétaires françaises (*trading*).

Niveau 2 : Utilisation de données, autres que les prix cotés d'un instrument identique, observables directement ou indirectement sur le marché (données corroborées par le marché : courbe de taux d'intérêt, taux de *swap*, méthode des multiples, etc.)

Les titres classés en niveau 2 représentent 3% du portefeuille du Groupe Coface. Ce niveau regroupe les instruments suivants :

- actions non cotées ;
- prêts et créances souscrits auprès des banques ou de la clientèle, dont la juste valeur est déterminée d'après la méthode du coût historique.

Niveau 3 : Techniques d'évaluations fondées sur des données non observables telles que des projections ou des données internes.

Les titres classés en niveau 3 représentent 12% du portefeuille du Groupe Coface. Le niveau 3 est attribué aux actions non cotées, aux titres de participation ainsi qu'à l'immobilier de placement.

La valeur d'utilité est la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs susceptibles de découler d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie. La valorisation, issue de la méthode des *cash flows* actualisés, s'appuie sur le budget prévisionnel à trois ans préparé par les filiales et validé par le management avec deux années construites sur la base de ratios de gestion normalisés (*loss ratios* et *cost ratios* cibles). Au-delà de la cinquième année, la valeur terminale est évaluée sur la base d'une capitalisation à l'infini du flux de trésorerie de la dernière année.

Répartition de la juste valeur des instruments financiers au 30 juin 2021 par niveau

			Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
	Valeur nette comptable	Juste valeur	Juste valeur déterminée à partir de cotations sur un marché actif	Juste valeur déterminée à partir de techniques de valorisation utilisant des données observables	Juste valeur déterminée à partir de techniques de valorisation utilisant des données non observables
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Titres AFS	2 870 040	2 870 040	2 508 621	23	361 395
Actions et autres titres à revenus variables	333 257	333 257	205 943	23	127 290
Obligations et effets publics	2 302 680	2 302 680	2 302 680	0	0
Parts de SCI	234 106	234 106			234 106
Titres HTM					
Obligations et effets publics	1 797	2 419	2 419		
JVO - Trading					
OPCVM monétaires	79	79	79		
Dérivés actifs	5 553	5 553	5 444	0	109
Prêts et créances	71 186	71 186		71 186	
Immobilier de placements	288	288			288
TOTAL	2 948 944	2 949 566	2 516 563	71 210	361 793

Variation des titres évalués selon le niveau 3 au 30 juin 2021

	Gains et pertes comptabilisés au cours de la période			Transactions de la période		Ecart de change	30/06/21
	31/12/20	Au compte de résultat	Directement en capitaux propres	Achats / Emissions	Ventes / Remboursements		
<i>(en milliers d'euros)</i>							
Titres AFS	386 055	-222	-24 864	2 465	-1 880	673	361 396
Actions et autres titres à revenus variables	155 775	-222	-28 340	2 114	-1 880	673	127 290
Parts de SCI	230 280		3 474	351	0	0	234 105
Dérivés actifs	109			0		0	109
Immobilier de placements	288				0		288
TOTAL	386 452	-222	-24 864	2 465	-1 880	673	361 793

Répartition de la juste valeur des instruments financiers au 31 décembre 2020 par niveau

			Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
	Valeur nette comptable	Juste valeur	Juste valeur déterminée à partir de cotations sur un marché actif	Juste valeur déterminée à partir de techniques de valorisation utilisant des données observables	Juste valeur déterminée à partir de techniques de valorisation utilisant des données non observables
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Titres AFS	2 896 314	2 896 314	2 442 488	67 771	386 055
Actions et autres titres à revenus variables	299 172	299 172	143 373	23	155 775
Obligations et effets publics	2 366 864	2 366 864	2 299 116	67 747	0
Parts de SCI	230 280	230 280			230 280
Titres HTM					
Obligations et effets publics	1 872	2 587	2 587		
JVO - Trading					
OPCVM monétaires	67	67	67		
Dérivés actifs	7 237	7 237	715	6 413	109
Prêts et créances	77 167	77 167		77 167	
Immobilier de placements	288	288			288
TOTAL	2 982 945	2 983 660	2 445 858	151 350	386 452

Variation des titres évalués selon le niveau 3 sur l'exercice 2020

	31/12/19	Gains et pertes comptabilisés au cours de la période		Transactions de la période		Ecart de change	31/12/20
		Au compte de résultat	Directement en capitaux propres	Achats / Emissions	Ventes / Remboursements		
<i>(en milliers d'euros)</i>							
Titres AFS	390 308	-10 159	5 355	8 424	-1 488	-1 825	386 055
Actions et autres titres à revenus variables	154 835	-5 559	9 389	1 653	1 841	-1 825	155 775
Parts de SCI	235 473	-4 600	-4 034	6 771	-3 329	0	230 280
Dérivés actifs	109			0		0	109
Immobilier de placements	288					0	288
TOTAL	390 705	-10 159	5 355	8 424	-1 488	-1 825	386 452

Actifs financiers SPPI au 30 Juin 2021 (IFRS 9)

<i>(en milliers d'euros)</i>	Juste valeur	Variation de la juste valeur au cours de la période
Placements en titres vifs - Actifs financiers SPPI	1 955 675	-18 787
Placements en titres vifs - Actifs financiers non SPPI	32 175	-134
Placements en titres vifs	1 987 850	-18 922
Prêts et créances - Actifs financiers SPPI	71 186	
Prêts et créances	71 186	0
Trésorerie et équivalents de trésorerie - Actifs financiers	317 101	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	317 101	0
Actifs financiers SPPI	2 343 962	-18 787
Actifs financiers non SPPI	32 175	-134
TOTAL	2 376 137	-18 922

<i>(en milliers d'euros)</i>	Valeur brute clôture	Juste valeur
Actifs financiers SPPI n'ayant pas de risque de crédit faible	90 128	92 717

IFRS9 est déjà applicable aux sociétés d'affacturation depuis le 1^{er} janvier 2018.

Note 4. Créances des activités du secteur bancaire

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/21	31/12/20
Créances des activités du secteur bancaire	2 379 199	2 326 941
Créances en défaut - activités du secteur bancaire	35 369	37 490
Provisions sur créances des activités du secteur bancaire	-35 369	-37 490
TOTAL	2 379 199	2 326 941

Les créances du secteur bancaire représentent les créances acquises dans le cadre des contrats d'affacturation. Elles sont inscrites à l'actif du bilan pour leur montant d'acquisition. Elles sont enregistrées en niveau 1. La notion de créances affacturées recouvre aussi bien des créances dont la bonne fin est garantie par Coface, que des créances dont le risque est à la charge du client.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision, pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu, étant précisé que ces créances sont assurées par un contrat d'assurance-crédit. En conséquence, les risques associés sont couverts par des provisions de sinistres.

Note 5. Trésorerie et équivalents de trésorerie

(en milliers d'euros)	30/06/21	31/12/20
Disponibilités	331 031	378 134
Equivalents de trésorerie	25 416	22 835
Total	356 447	400 969

Au 30 juin 2021 le cash opérationnel ressort en baisse de 44,5M€ millions d'euros comparé au 31 décembre 2020. Le soutien de nombreux états et le faible niveau de sinistralité ont permis de réinvestir les excédents de liquidité tout en conservant une position prudente.

Les montants en trésorerie et équivalents de trésorerie sont tous disponibles ; aucun montant n'est mis sur des comptes de type séquestre.

Note 6. Composition du capital social

Actions ordinaires	Nombre d'actions	Nominal	Capital en euros
Valeur au 31 décembre 2020	152 031 949	2	304 063 898
Annulation d'actions	-1 852 157	2	-3 704 314
Valeur au 30 juin 2021	150 179 792	2	300 359 584
Déduction des titres auto-détenus	-1 172 425	2	-2 344 850
Valeur au 30 juin 2021 hors titres auto-détenus	149 007 367	2	298 014 734

Actionnaires	30/06/21		31/12/20	
	Nombre d'actions	%	Nombre d'actions	%
Arch Capital Group Ltd.	44 849 425	30,10%	0	0,00%
Natixis	19 304 456	12,96%	64 153 881	42,86%
Public	84 853 486	56,95%	85 536 083	57,14%
Total hors titres auto-détenus	149 007 367	100%	149 689 964	100%

Le 10 février 2021, Natixis et Arch Capital Group Ltd. ont annoncé que la transaction portant sur la cession de 29,5% des titres de Coface SA avait obtenu toutes les autorisations nécessaires.

Arch Capital Group Ltd. détient, au 30 juin 2021, 30,10% des actions du Groupe Coface hors titres auto-détenus, et détient 29,86% des actions y compris titres auto-détenus.

Note 7. Provisions pour risques et charges

(en milliers d'euros)	30/06/21	31/12/20
Provisions pour litiges	2 060	2 143
Provisions pour pensions et obligations similaires	62 852	63 619
Autres provisions pour risques et charges	22 893	30 546
Total	87 805	96 307

Les provisions pour risques et charges comprennent principalement les provisions pour retraites et obligations similaires.

Les autres provisions pour risques et charges sont essentiellement composées des provisions pour risque sur les filiales (9,9M€) et les provisions pour restructuration (9,9M€).

La principale variation nette de l'exercice est liée aux reprises de provisions pour risque sur filiales : Coface Holding Israël (7,2M€) suite à l'entrée de Coface Finanz Israël dans le périmètre de consolidation.

Les provisions liées au plan stratégique s'élèvent à 8,6 millions d'euros au 30 juin 2021.

Note 8. Dettes de financement

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/21	31/12/20
Exigibilité à moins d'un an		
- Intérêts	4 080	11 756
- Amortissement des frais	-583	-571
Total	3 497	11 185
Exigibilité entre un an et cinq ans		
- Amortissement des frais	-1 081	-1 376
- Nominal	380 000	380 000
Total	378 919	378 624
Exigibilité à plus de cinq ans		
- Amortissement des frais	-	0
- Nominal	-	0
Total	-	0
TOTAL	382 416	389 810

COFACE S.A. a émis, le 27 mars 2014, une dette subordonnée sous forme d'obligations pour un montant nominal de 380 millions d'euros (3 800 obligations d'une valeur nominale de 100 000 euros chacune). L'échéance est le 27 mars 2024 et le taux d'intérêt annuel s'élève à 4,125 %.

Le prix d'émission des obligations est de 99 493,80 euros, soit un montant net reçu par COFACE S.A. de 376,7 millions d'euros, net des commissions de placeurs et de coûts de transaction directement attribuables à l'émission de la dette.

Ces titres sont garantis irrévocablement et inconditionnellement sur une base subordonnée par la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur, principale société opérationnelle du Groupe Coface.

Une caution solidaire a été émise par la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur en date du 25 mars 2014, pour 380 millions d'euros, au profit des investisseurs des obligations subordonnées de COFACE S.A., courant jusqu'à la liquidation de tout engagement vis-à-vis des investisseurs.

La dette subordonnée s'élève à 382 416 milliers d'euros au 30 juin 2021 ; elle se compose :

- du montant nominal des obligations de 380 000 milliers d'euros ;
- diminué des frais et de la prime d'émission restant à amortir de 1 664 milliers d'euros ;
- augmenté des intérêts non échus de 4 080 milliers d'euros.

Les intérêts de la dette hybride sont enregistrés dans l'agrégat « charge de financement » du compte de résultat ; ils s'élèvent à 8 281 milliers d'euros au 30 juin 2021.

Note 9. Passifs locatifs

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/21	31/12/20
Passifs locatifs - Loc. immo.	73 944	78 354
Passifs locatifs - Loc. mob.	10 183	9 771
Passifs locatifs - Location	84 128	88 124

Note 10. Passifs techniques relatifs aux contrats d'assurance

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/21	31/12/20
Provisions pour primes non acquises	314 578	255 380
Provisions de sinistres	1 375 498	1 372 822
Provisions pour ristournes de primes	190 760	175 890
Passifs techniques relatifs aux contrats d'assurance	1 880 837	1 804 092
Provisions pour primes non acquises	-71 623	-44 891
Provisions de sinistres	-538 635	-485 476
Provisions pour ristournes de primes	-77 276	-73 086
Part des réassureurs dans les passifs techniques relatifs aux contrats d'assurance	-687 534	-603 453
Provisions techniques nettes	1 193 303	1 200 639

Les provisions de sinistres incluent des provisions destinées à couvrir les sinistres survenus mais non encore déclarés ainsi que les aléas d'estimation des provisions pour sinistres déclarés ; elles s'élèvent à 897 millions d'euros au 30 juin 2021.

Note 11. Ressources des activités du secteur bancaire

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/21	31/12/20
Dettes envers des entreprises du secteur bancaire	669 323	535 447
Dettes envers la clientèle des entreprises du secteur bancaire	319 964	357 384
Dettes financières représentées par des titres	1 394 492	1 425 562
Total	2 383 779	2 318 392

Les postes « Dettes envers les entreprises du secteur bancaire » et « Dettes financières représentées par les titres » représentent les sources de refinancement des entités d'affacturage du Groupe – Coface Finanz (Allemagne) et Coface Factoring Poland (Pologne).

Note 12. Chiffre d'affaires

Décomposition du chiffre d'affaires consolidé

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/21	30/06/20
<i>Primes affaires directes</i>	689 532	615 544
<i>Primes en acceptation</i>	55 901	50 623
Primes brutes émises	745 433	666 167
Ristournes de primes	-50 156	-38 331
Variation des provisions pour primes non acquises	-56 562	-28 749
Primes brutes acquises	638 715	599 087
Accessoires de primes	74 532	75 518
Produits nets des activités bancaires	31 548	28 567
<i>Autres prestations et services liés</i>	70	44
<i>Information et autres services</i>	18 386	17 145
<i>Gestion de créances</i>	4 787	4 259
Produits des autres activités	23 243	21 448
Autres revenus	129 324	125 533
CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDE	768 038	724 619

Chiffre d'affaires consolidé par région de facturation

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/21	30/06/20
Europe du Nord	166 924	147 009
Europe de l'Ouest	153 736	142 566
Europe Centrale	75 415	73 510
Méditerranée et Afrique	211 977	200 538
Amérique du Nord	66 280	69 219
Amérique Latine	36 156	34 698
Asie Pacifique	57 550	57 079
CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDE	768 038	724 619

Chiffre d'affaires consolidé par activité

(en milliers d'euros)	30/06/21	30/06/20
Primes brutes acquises - Crédit	599 823	556 941
Primes brutes acquises - Single risk	10 915	16 285
Primes brutes acquises - Assurance-crédit	610 738	573 226
Accessoires de primes	74 532	75 518
Autres prestations et services liés	70	44
Chiffre d'affaires de l'activité d'assurance-crédit	685 340	648 787
Primes brutes acquises - Caution	27 977	25 860
Commissions de financement	13 309	13 882
Commissions d'affacturage	18 754	15 577
Autres	-514	-892
Produit net des activités bancaires (affacturage)	31 548	28 567
Information et autres services	18 386	17 145
Gestion de créances	4 787	4 259
Chiffre d'affaires de l'activité d'information et autres services	23 173	21 404
CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDE	768 038	724 619

Note 13. Charges des prestations des contrats

(en milliers d'euros)	30/06/21	30/06/20
Sinistres payés nets de recours	-181 548	-272 431
Frais de gestion des sinistres	-16 297	-15 155
Variation des provisions de sinistres	9 122	-65 690
Total	-188 723	-353 275

Charges des prestations des contrats par année de survenance

(en milliers d'euros)	30/06/21			30/06/20		
	Opérations brutes	Cessions et rétrocessions	Opérations nettes	Opérations brutes	Cessions et rétrocessions	Opérations nettes
Charges de sinistres de l'année en cours	-454 488	211 776	-242 713	-486 441	180 889	-305 552
Charges de sinistres sur les exercices antérieurs	265 765	-93 496	172 269	133 166	-34 958	98 208
Total	-188 723	118 279	-70 444	-353 275	145 930	-207 344

Note 14. Frais généraux par destination

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/21	30/06/20
Frais d'acquisition des contrats	-124 821	-116 618
Frais d'administration	-133 333	-132 621
Autres charges de l'activité assurance	-32 997	-30 072
Charges d'exploitation bancaire hors coût du risque	-6 412	-6 596
Charges des autres activités	-41 815	-39 256
Charges d'exploitation	-339 378	-325 163
Gestion interne des placements	-1 890	-1 608
Frais de gestion de sinistres	-16 297	-15 155
TOTAL	-357 566	-341 927
<i>dont intéressement et participation des salariés</i>	-2 625	-894

Le total des frais généraux du Groupe Coface comprend les frais généraux d'assurance (par destination), les charges des autres activités, ainsi que les charges d'exploitation bancaire. Il s'élève à 357 566 milliers d'euros au 30 juin 2021, contre 341 927 milliers d'euros au 30 juin 2020.

Les frais de gestion des sinistres sont inclus dans l'agrégat « Charges des prestations des contrats »; la gestion interne des placements est présentée dans l'agrégat « Produits des placements nets de charges hors coût de l'endettement ».

Note 15. Résultat des cessions en réassurance

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/21	30/06/20
Sinistres cédés	66 469	78 216
Variation des provisions sur sinistres nets de recours	51 810	67 714
Commissions payées par les réassureurs	107 289	86 058
Produits des cessions en réassurance	225 568	231 988
Primes cédées	-336 448	-265 117
Variation des provisions de primes	26 625	27 160
Charges des cessions en réassurance	-309 823	-237 957
Total	-84 254	-5 969

Note 16. Produits des placements nets de charges hors coût de l'endettement

Ventilation des produits de placements par classe

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/21	30/06/20
Actions	4 161	-3 678
Produits de taux	13 148	7 612
Immobilier de placement	3 994	5 308
Sous-total	21 303	9 241
Filiales non consolidées	-197	1 030
Résultat de change et des dérivés	-1 581	9 694
Frais financiers et charges des placements	-3 668	-3 234
Total	15 857	16 732

Note 17. Autres produits et charges opérationnels

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/21	30/06/20
Entrée de périmère Coface Poland Insurance	-77	
Charges nettes de restructuration liées au plan stratégique <i>Build to Lead</i>	-255	
Dotation prov. pour dépréciation - écart d'acquisition UGT Amérique latine		-655
Autres charges opérationnelles	-905	-2 143
<i>dont frais d'internalisation des commerciaux aux Etats-Unis</i>		-1 312
Total autres charges opérationnelles	-1 237	-2 798
Entrée de périmère Coface Romania Insurance	425	
Entrée de périmère Coface Finance Israël	457	
Produits nets de restructuration liées au plan stratégique <i>Build to Lead</i>		635
Autres produits opérationnels	804	407
Total autres produits opérationnels	1 686	1 042
Total	448	-1 756

Les autres produits et charges opérationnels s'élèvent à 448 K€ au 30 juin 2021.

Note 18. Ventilation du résultat par secteur

Les primes, sinistres et commissions sont suivis par pays de facturation. Le pays de facturation est le pays de l'entité émettant la facturation pour les affaires directes et le pays de la cédante pour les affaires acceptées. La segmentation géographique par lieu de facturation ne coïncide pas nécessairement avec la localisation du débiteur.

Le résultat de réassurance, calculé et comptabilisé pour l'ensemble du Groupe au niveau de Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur a été réalloué au niveau de chaque région. L'impôt a été calculé en fonction de ce suivi.

Ventilation du résultat par secteur au 30 juin 2021

P&L par région au 30/06/2021

(en milliers d'euros)	Europe du Nord	Europe de l'Ouest	Europe Centrale	Méditerranée - Afrique	Amérique du Nord	Amérique Latine	Asie - Pacifique	Réassurance Groupe	Cogeri	Coûts Holding	Inter-zone	TOTAL Groupe
CHIFFRE D'AFFAIRES	166 548	152 388	76 093	212 825	66 281	36 155	57 550	339 171	14 570		-353 543	768 038
<i>dont primes acquises</i>	<i>116 603</i>	<i>134 274</i>	<i>59 851</i>	<i>177 611</i>	<i>59 821</i>	<i>35 147</i>	<i>55 407</i>	<i>339 171</i>			<i>-339 170</i>	638 715
<i>dont affacturage</i>	<i>25 443</i>	<i>925</i>	<i>5 180</i>									31 548
<i>dont accessoires de primes et services liés</i>	<i>24 502</i>	<i>17 189</i>	<i>11 062</i>	<i>35 214</i>	<i>6 460</i>	<i>1 008</i>	<i>2 143</i>		<i>14 570</i>		<i>-14 373</i>	97 775
Charges des prestations des contrats (y.c frais de gestion)	-31 529	-41 833	-15 098	-62 666	-17 211	-7 647	-7 302	-49 049		-2 458	46 070	-188 723
Coût du risque	147		-41									106
Commissions	-11 749	-18 799	-5 523	-22 626	-7 342	-4 908	-10 276	-142 543			142 547	-81 219
Autres frais généraux internes	-58 496	-50 850	-26 327	-60 546	-23 182	-11 614	-18 162		-13 246	-13 981	18 246	-258 158
RÉSULTAT TECHNIQUE AVANT RÉASSURANCE *	64 921	40 906	29 104	66 987	18 546	11 986	21 810	147 579	1 324	-16 439	-146 681	240 043
Résultat net des cessions en réassurance	-7 899	-59 155	-3 573	-2 633	-1 066	-1 486	-12 536	-143 485			147 579	-84 254
Autres produits et charges opérationnels		-229	739	-61		14	-14					449
Produits financiers nets de charges hors coût de l'endettement	-20	14 132	-616	1 747	1 286	1 793	1 720		254	-598	-3 841	15 857
Charges de financement	-1 402	-1 268	-534	-1 151	-456	-92	-173		-55	-8 281	2 976	-10 436
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL y compris charges de financement	55 600	-5 614	25 120	64 889	18 310	12 215	10 807	4 094	1 523	-25 318	32	161 658
Dépréciation écart d'acquisition												0
RÉSULTAT AVANT IMPÔT	55 600	-5 614	25 120	64 889	18 310	12 215	10 807	4 094	1 523	-25 318	32	161 658
Impôts sur les résultats	-13 215	1 334	-5 970	-15 423	-4 352	-2 903	-2 569	-973	-362	6 018	-8	-38 423
RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	42 385	-4 280	19 150	49 466	13 958	9 312	8 238	3 121	1 161	-19 300	24	123 236
Participations ne donnant pas le contrôle	-1	-1	-1									-3
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	42 384	-4 281	19 149	49 466	13 958	9 312	8 238	3 121	1 161	-19 300	24	123 233

* Le résultat technique avant réassurance est un indicateur financier clé utilisé par le Groupe Coface afin d'analyser la performance de ses activités. Le résultat technique avant réassurance correspond à la somme du chiffre d'affaires, des charges de prestations des contrats, des charges d'exploitation bancaire, du coût du risque, des frais d'acquisition des contrats, des frais d'administration et des autres charges opérationnelles courantes et des charges des autres activités.

Ventilation du résultat par secteur au 30 juin 2020

(en milliers d'euros)	Méditerranée - Afrique	Amérique du Nord	Amérique Latine	Asie - Pacifique	Réassu- rance Groupe	Cogeri	Coûts Holding	Inter- zone	TOTAL Groupe
CHIFFRE D'AFFAIRES	201 427	69 219	34 698	57 079	401 455	14 634		-415 897	724 619
<i>dont primes acquises</i>	167 132	62 011	33 302	55 052	401 455			-401 453	599 087
<i>dont affacturage</i>									28 567
<i>dont accessoires de primes et services liés</i>	34 295	7 208	1 396	2 027		14 634		-14 444	96 965
Charges des prestations des contrats (yc frais de gestion)	-91 889	-47 515	-30 603	-29 010	-196 156		-1 878	192 782	-353 275
Coût du risque									163
Commissions	-21 829	-8 590	-3 985	-10 576	-161 790			161 817	-77 999
Autres frais généraux internes	-57 852	-22 315	-12 092	-19 782		-14 500	-10 326	18 450	-247 164
RÉSULTAT TECHNIQUE AVANT RÉASSURANCE *	29 857	-9 201	-11 982	-2 289	43 509	134	-12 204	-42 847	46 345
Résultat net des cessions en réassurance	-5 254	1 906	268	-501	-35 324			43 510	-5 969
Autres produits et charges opérationnels	185	-1 312	-698						-1 756
Produits financiers nets de charges hors coût de l'endettement	2 323	1 857	3 859	2 257		-243	-448	-3 096	16 732
Charges de financement	-594	-555	-157	-427		-75	-7 977	2 281	-10 993
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL y compris charges de financement	26 517	-7 305	-8 710	-960	8 185	-184	-20 629	-152	44 359
RÉSULTAT AVANT IMPÔT	26 517	-7 305	-8 710	-960	8 185	-184	-20 629	-152	44 359
Impôts sur les résultats	-12 199	3 361	4 007	442	-3 766	85	9 491	70	-20 408
RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	14 318	-3 944	-4 703	-518	4 419	-99	-11 138	-82	23 951
Participations ne donnant pas le contrôle	12								12
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	14 330	-3 944	-4 703	-518	4 419	-99	-11 138	-82	23 963

* Le résultat technique avant réassurance est un indicateur financier clé utilisé par le Groupe Coface afin d'analyser la performance de ses activités. Le résultat technique avant réassurance correspond à la somme du chiffre d'affaires, des charges de prestations des contrats, des charges d'exploitation bancaire, du coût du risque, des frais d'acquisition des contrats, des frais d'administration et des autres charges opérationnelles courantes et des charges des activités de services.

Note 19. Résultat par action

	30/06/21		
	Nombre moyen d'actions	Résultat net (en milliers d'euros)	Résultat par action (en euros)
Résultat de base par action	149 348 666	123 233	0,83
Instruments dilutifs	0		
Résultat dilué par action	149 348 666	123 233	0,83

	30/06/20		
	Nombre moyen d'actions	Résultat net (en milliers d'euros)	Résultat par action (en euros)
Résultat de base par action	150 864 378	23 963	0,16
Instruments dilutifs	0		
Résultat dilué par action	150 864 378	23 963	0,16

Note 20. Parties liées

Le 10 février 2021, Natixis et Arch Capital Group Ltd. ont annoncé que la transaction portant sur la cession de 29,5% des titres de Coface SA avait obtenu toutes les autorisations nécessaires.

Arch Capital Group Ltd. détient, au 30 juin 2021, 30,10% des actions du Groupe Coface hors titres auto-détenus, et détient 29,86% des actions y compris titres auto-détenus.

Natixis n'est donc désormais plus une partie liée.

	Nombre d'actions	%
Arch Capital Group Ltd.	44 849 425	30,10%
Natixis	19 304 456	12,96%
Public	84 853 486	56,95%
Total	149 007 367	100,00%

Relations entre les sociétés consolidées du Groupe Coface et les parties liées

Les principales opérations de Coface avec les parties liées concernent Arch Capital Group et ses filiales.

Les principales opérations sont :

- les contrats de réassurance entre Coface et Arch Reinsurance Group appartenant à Arch Capital Group Ltd.
- la couverture d'assurance-crédit de Coface dont peuvent bénéficier les entités sœurs de Coface,
- le recouvrement des créances d'assurance effectué par les entités sœurs pour le compte de Coface,
- des refacturations de frais généraux tels que des frais de fonctionnement, des frais de personnel, etc.

Ces opérations sont détaillées ci-dessous :

Compte de résultat <i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/21
	Arch Reinsurance Group
Total des produits des activités ordinaires	0
Charges des prestations des contrats	0
Charges des autres activités	0
Frais d'acquisition	0
Frais d'administration	0
Autres produits et charges opérationnels courants	0
Résultat de réassurance	-583
Résultat opérationnel	-583

Créances et dettes <i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/21
	Arch Reinsurance Group
Placements financiers	
Créances de réassurance	20
Autres actifs	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	
Passifs relatifs aux contrats d'assurance	
Dettes envers les entreprises du secteur bancaire	
Dettes de réassurance	412
Autres passifs	

Note 21. Engagements hors bilan

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/21		
	TOTAL	Liés au financement	Liés aux activités opérationnelles
Engagements donnés	1 029 846	1 018 195	11 651
Cautions et lettres de crédit	1 018 195	1 018 195	
Garantie sur immobilier	7 500		7 500
Engagements financiers sur participations	4 151		4 151
Engagements reçus	1 423 553	886 261	537 292
Cautions et lettres de crédit	136 235		136 235
Garanties	398 557		398 557
Lignes de crédit liées aux billets de trésorerie	700 000	700 000	
Lignes de crédit liées à l'affacturage	186 261	186 261	
Engagements financiers sur participations	2 500		2 500
Engagements de garantie	351 941		351 941
Titres nantis reçus des réassureurs	351 941		351 941
Opérations sur marchés financiers	187 140		187 140

Les cautions et lettres de crédit correspondent principalement à :

- une caution solidaire au profit des investisseurs des obligations subordonnées de COFACE S.A. (à échéance 10 ans) pour 380 000 milliers d'euros
- une garantie de Cofinpar pour 7 000 milliers d'euros
- ainsi que 631 195 milliers d'euros correspondant aux cautions solidaires données aux banques finançant l'activité factoring

Les nantissements concernent Coface Ré pour 316 341 milliers d'euros et Compagnie française pour le commerce extérieur pour 35 600 milliers d'euros.

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/20		
	TOTAL	Liés au financement	Liés aux activités opérationnelles
Engagements donnés	1 029 839	1 018 188	11 651
Cautions et lettres de crédit	1 018 188	1 018 188	
Garantie sur immobilier	7 500		7 500
Engagements financiers sur participations	4 151		4 151
Engagements reçus	1 537 881	1 018 976	518 905
Cautions et lettres de crédit	117 702		117 702
Garanties	398 704		398 704
Lignes de crédit liées aux billets de trésorerie	700 000	700 000	
Lignes de crédit liées à l'affacturage	318 976	318 976	
Engagements financiers sur participations	2 500		2 500
Engagements de garantie	401 315		401 315
Titres nantis reçus des réassureurs	401 315		401 315
Opérations sur marchés financiers	163 766		163 766

Note 22. IFRS 17

La norme IFRS 17 « Contrats d'assurance » publiée par l'IASB le 18 mai 2017 remplacera la norme IFRS 4 « Contrats d'assurance », à compter du 1er janvier 2023.

Le 25 juin 2020, l'IASB a publié des amendements à IFRS 17 « Contrats d'assurance » visant à aider les entreprises à appliquer la norme et leur permettre d'expliquer plus facilement leur performance financière.

La norme IFRS 17 pose les principes de reconnaissance, d'évaluation, de présentation et d'informations à fournir relatifs aux contrats d'assurance et aux contrats d'investissement avec participation discrétionnaire.

Valorisées aujourd'hui au coût historique, les obligations aux contrats devront être comptabilisées, en application de la norme IFRS 17, à la valeur actuelle. Pour cela, les contrats d'assurance seront valorisés en fonction des flux de trésorerie qu'ils généreront dans le futur, en incluant une marge de risques afin de prendre en compte l'incertitude relative à ces flux. D'autre part, la norme IFRS 17 introduit la notion de marge de service contractuelle. Celle-ci représente le bénéfice non acquis par l'assureur et sera libérée au fil du temps, en fonction du service rendu par l'assureur à l'assuré.

La norme demande un niveau de granularité des calculs plus détaillé qu'auparavant puisqu'elle requiert des estimations par groupe de contrats.

Ces changements comptables modifieront le profil du résultat de l'assurance.

Compte tenu de l'importance des changements apportés, Coface s'est doté d'une structure projet, qui permettra, au sein des différents chantiers, d'appréhender l'ensemble des dimensions de la norme : modélisation, adaptation des systèmes et des organisations, production des comptes et stratégie de bascule, communication financière et conduite du changement.

Note 23. Entrée de périmètre

Les entrées de périmètre au premier semestre 2021 concernent principalement trois entités, dont deux de service et une d'affacturage. Il s'agit respectivement de Coface Poland insurance service, Coface Romania insurance service et Coface Finance Israël.

En l'absence de norme IFRS applicable aux entrées de périmètre d'entités détenues exclusivement depuis plusieurs exercices et conformément au règlement CRC n°99-02, les résultats accumulés par ces trois entités depuis la prise de contrôle ont été inscrits en résultat consolidé, après déduction des dividendes reçus par le groupe.

La contribution des nouvelles entités dans les comptes consolidés du Groupe Coface au 30 juin 2021 est présentée ci-dessous :

- Chiffre d'affaires : 2 222 milliers d'euros ;
- Résultat net : 1 465 milliers d'euros ;
- Capitaux propres : 271 milliers d'euros ;
- Total bilan : 9 385 milliers d'euros.

Note 24. Événements post-clôture

Il n'y a pas d'événement postérieur à la clôture.

IV. Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

IV. Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2021

Période du 1er janvier au 30 juin 2021

Aux actionnaires de la société Coface SA,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes consolidés semestriels résumés de la société, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2021 au 30 juin 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'examen limité des comptes consolidés semestriels résumés. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre de nos travaux.

Ces comptes consolidés semestriels résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés semestriels résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes consolidés semestriels résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés semestriels résumés étant précisé qu'il ne nous appartient pas de nous prononcer sur la sincérité et la concordance avec les comptes consolidés semestriels résumés des informations prudentielles relatives à la solvabilité qui vous sont présentées au paragraphe « Solvabilité du groupe » du rapport semestriel d'activité.

Paris-La Défense, le 29 juillet 2021

Les commissaires aux comptes

Deloitte & Associés

Mazars

Jérôme LEMIERRE
Associé

Jean-Claude PAULY
Associé

Cette page a été laissée volontairement blanche

V. Attestation de la personne responsable des états financiers

V. Attestation de la personne responsable des états financiers

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent Rapport Financier sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité figurant au paragraphe I. du présent document présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

L'attestation d'examen limité relatif aux états financiers consolidés semestriels résumés pour la période du premier janvier au 30 juin 2021 figure ci-dessus, au paragraphe IV.

Bois Colombes, le 28 juillet 2021

Xavier DURAND

Directeur Général de COFACE SA

VI. Indicateurs clés

VI. Indicateurs clés

A. INDICATEURS CLES DE PERFORMANCE

1. Indicateurs financiers

Pour le détail des définitions de ces indicateurs, veuillez-vous référer au chapitre 3, paragraphe 3.7.1 du Document d'enregistrement universel 2020 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers (« AMF »), le 31 mars 2021 sous le numéro D.21-0233.

2. Indicateurs opérationnels

Pour le détail des définitions de ces indicateurs, veuillez-vous référer au chapitre 3, paragraphe 3.7.2 du Document d'enregistrement universel 2020 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers (« AMF »), le 31 mars 2021 sous le numéro D.21-0233.

B. INDICATEURS ALTERNATIFS DE PERFORMANCE (IAP)

Sont visés par cette section les indicateurs non définis par les normes comptables et utilisés par la société pour sa communication financière, aussi disponibles au paragraphe 3.7.4 du Document d'enregistrement universel 2020 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers (« AMF »), le 31 mars 2021 sous le numéro D.21-0233.

Cette partie fait suite à la *Position AMF – IAP DOC 2015 -12*.

Les indicateurs ci-dessous représentent les indicateurs listés comme faisant partie des IAP.

a) IAP en lien avec le chiffre d'affaires et ses éléments :

Définition	Justification	Réconciliation avec les comptes	Comparaison N/N-1 - M€	
			2021	2020
<i>Chiffre d'affaires avec éléments retraités</i>				
<p>[1] Deux types de retraitements sur le chiffre d'affaires (CA) :</p> <p>i. Le calcul des pourcentages de croissance du CA en constant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • année N recalculé au taux de change de l'année N-1 ; • année N-1 au périmètre de l'année N <p>ii. Retrait ou ajout de CA en valeur (€) considéré comme exceptionnel en courant. Le terme "exceptionnel" désigne des impacts sur le CA qui ne se reproduisent pas tous les ans.</p>	<p>i. Méthode historique de calcul des % <i>proforma</i> chez Coface.</p> <p>ii. Elément considéré comme exceptionnel, c'est-à-dire qui ne va se produire que sur l'exercice en cours (Année N).</p>	<p>i. $(CA \text{ courant } N - \text{Impact de change } N-1) / (CA \text{ courant } N-1 + \text{Impact périmètre } N) - 1$</p> <p>ii. CA courant N +/- Retraitements / Ajouts éléments exceptionnels N</p>	<p>i. 7,4% = $(768,0 - (-17,3)) / (724,6 + 6,4) - 1$</p> <p>ii. 768,0 +/- 0,0</p>	<p>i. -0,6% = $(724,6 - (-6,6)) / (732,6 + 3,2) - 1$</p> <p>ii. 724,6 +/- 0,0</p>
<i>Accessoires de primes / Primes brutes acquises – (courant – Constant)</i>				
<p>Poids des accessoires de primes par rapport aux primes acquises en constant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Année N au taux de change de l'année N-1 • Année N-1 au périmètre de l'année N <p>Les accessoires de primes correspondent à du CA facturé sur des services complémentaires.</p>	<p>Indicateur utilisé pour suivre l'évolution des accessoires de primes par rapport au poste principal du CA à taux et à périmètre constant.</p>	<p>Accessoires de primes / Primes acquises - Constant</p>	<p>Courant : 11,8% = 74,6 / 632,4</p> <p>Constant : 11,5% = 75,2 / 654,9</p>	<p>Courant : 12,6% = 75,6 / 599,1</p> <p>Constant : 12,5% = 75,8 / 605,6</p>

<i>Frais Généraux internes hors éléments exceptionnels</i>				
[2] Retraitement ou Ajout des éléments considérés comme exceptionnels aux frais généraux internes. Le terme "exceptionnel" désigne des impacts sur les charges qui ne se reproduisent pas tous les ans.	Indicateur utilisé pour comparer l'évolution des frais généraux internes en excluant les éléments exceptionnels.	Frais généraux internes courants +/- Retraitements +/- Ajouts éléments exceptionnels	276,3 M€ = 276,3 +/- 0,0	263,9 M€ = 263,9 +/- 0,0

b) IAP en lien avec le résultat opérationnel :

Définition	Justification	Réconciliation avec les comptes	Comparaison N/N-1 - M€	
			2021	2020
<i>Résultat opérationnel hors éléments exceptionnels retraités (y compris charges de financement et hors des autres produits et charges opérationnels)</i>				
Retraitement ou Ajout des éléments considérés comme exceptionnels au résultat opérationnel : il s'agit de produits et de charges exceptionnels impactant soit le chiffre d'affaires (cf. définition ci-dessus [1]), soit les frais généraux (cf. définition ci-dessus [2]).	Indicateur utilisé pour comparer l'évolution des résultats opérationnels en excluant les éléments exceptionnels.	Résultat opérationnel +/- Retraitements +/- Ajouts éléments exceptionnels	161,2 M€ = 172,1 + (-10,4) – (+0,4)	46,1 M€ = 55,4 + (-11,00) – (-1.8)

c) IAP en lien avec le résultat net :

Définition	Justification	Réconciliation avec les comptes	Comparaison N/N-1 - M€	
			2021	2020
<i>Résultat net hors éléments exceptionnels</i>				
<p>Retraitement ou Ajout des éléments considérés comme exceptionnels au résultat net.</p> <p>Il s'agit de produits et de charges exceptionnelles pouvant impacter soit le chiffre d'affaires (cf. définition ci-dessus [1]), soit les frais généraux (cf. définition ci-dessus [2]).</p> <p>Cet agrégat est également retraité des "produits et charges opérationnels courants" classés après le résultat opérationnel dans le compte de résultat de gestion [3].</p>	<p>Indicateur utilisé pour comparer l'évolution des résultats nets en excluant les éléments exceptionnels.</p>	<p>Résultats nets courant +/- Retraitements +/- Ajouts éléments exceptionnels nets d'impôts</p>	<p>123,2 M€ +/- 0,0</p>	<p>24,0 M€ +/- 0,0</p>

d) IAP en lien avec le ratio combiné :

Définition	Justification	Réconciliation avec les comptes	Comparaison N/N-1 - M€	
			2021	2020
<i>Ratio de sinistralité brut de réassurance (ratio de sinistralité avant réassurance) et Ratio de sinistralité brut avec frais de gestion des sinistres désignent un seul et même indicateur</i>				
Rapport entre les charges des prestations des contrats d'assurance et les primes brutes acquises (somme des primes brutes émises et des provisions sur primes) nettes des ristournes de primes.	Indicateur de suivi du niveau de sinistralité supporté par le Groupe par rapport aux primes, après cession en réassurance.	- Charges des prestations des contrats / Primes brutes acquises	Voir Annexe - Décomposition du calcul des ratios au 30 juin 2021	
<i>Ratio de sinistralité net de réassurance (ratio de sinistralité après réassurance)</i>				
Rapport entre les charges des prestations des contrats d'assurance nettes de la charge de sinistres cédée aux réassureurs dans le cadre des traités de réassurance mis en place par le Groupe, et le total des primes acquises nettes des primes cédées aux réassureurs.	Indicateur de suivi du niveau de sinistralité supporté par le Groupe par rapport aux primes, après cession en réassurance.	- (Charges des prestations des contrats + Sinistres cédés + variation des provisions sur sinistres nets de recours) / (Primes brutes acquises + Charges des cessions en réassurance)	Voir Annexe - Décomposition du calcul des ratios au 30 juin 2021	
<i>Ratio de coûts brut de réassurance (ratio de coûts avant réassurance)</i>				
Rapport entre les charges d'exploitation (nettes de l'intéressement et participation des salariés) diminuées des autres revenus* et les primes acquises.	Indicateur de suivi du niveau de charges d'exploitation (acquisition et gestion du portefeuille de contrats d'assurance) supporté par le Groupe par rapport aux primes.	- (Charges d'exploitation - Intéressement et participation des salariés - Autres revenus) / Primes brutes acquises	Voir Annexe - Décomposition du calcul des ratios au 30 juin 2021	

<i>Ratio de coûts net de réassurance (ratio de coûts après réassurance)</i>				
Rapport entre les charges d'exploitation (nettes de l'intéressement et participation des salariés) diminuées des autres revenus* nettes des commissions reçues des réassurances dans le cadre des traités de réassurance mis en place par le Groupe, et le total des primes acquises nettes des primes cédées aux réassureurs.	Indicateur de suivi du niveau de charges d'exploitation (acquisition et gestion du portefeuille de contrats d'assurance) supporté par le Groupe par rapport aux primes après cession en réassurance.	- (Charges d'exploitation - Intéressement et participation des salariés - Autres revenus - Commissions reçues des réassureurs) / (Primes brutes acquises + Charges des cessions en réassurance)	Voir Annexe - Décomposition du calcul des ratios au 30 juin 2021	
*Les charges d'exploitation incluent des frais généraux liés à la réalisation de services complémentaires (information d'entreprise et recouvrement de créances) inhérents à l'exercice du métier d'assurance-crédit. Elles incluent également les frais généraux liés aux activités de service exercées par le Groupe, telles que l'affacturage. Afin que le ratio de coûts calculé par le Groupe soit comparable avec celui calculé par d'autres acteurs de référence du marché, les "Autres revenus", c'est-à-dire le chiffre d'affaires généré par les activités complémentaires (non-assurance), sont déduits des charges d'exploitations.				
<i>Ratio combiné brut / net de réassurance (ratio de coûts avant / après réassurance)</i>				
Le ratio combiné est la somme des ratios de sinistralité (brut / net de réassurance) et de coûts (brut / net de réassurance) tels que définis ci-dessus.	Indicateur de Rentabilité globale des activités du Groupe et sa marge technique avant et après cessions en réassurance.	Ratio de sinistralité (brut / net de réassurance) + ratio de coûts (brut / net de réassurance)	Voir Annexe - Décomposition du calcul des ratios au 30 juin 2021	
<i>Ratio combiné net hors éléments retraités et exceptionnels [A]</i>				
Retraitement ou Ajout des éléments considérés comme exceptionnels au ratio combiné net de réassurance. Il s'agit de produits et de charges exceptionnels impactant soit le chiffre d'affaires (cf. définition ci-dessus [1]), soit les frais généraux (cf. définition ci-dessus [2]).	Indicateur utilisé pour comparer l'évolution des ratios combinés nets de réassurance en excluant les éléments exceptionnels.	Ratio combiné net de réassurance +/- Retraitements / Ajouts éléments exceptionnels	[A]=[B]+[C] 51,9% = 21,4% + 30,4%	[A]=[B]+[C] 88,6% = 57,4% + 31,2%
<i>Ratio de sinistralité hors éléments exceptionnels [B]</i>				
Retraitement ou Ajout des éléments considérés comme exceptionnels au ratio de sinistralité net de réassurance.	Indicateur utilisé pour comparer l'évolution des ratios de sinistralité nets de réassurance en excluant les éléments exceptionnels.	Ratio de sinistralité net de réassurance +/- Retraitements / Ajouts éléments exceptionnels	21,4% = 21,4% +/- 0,0pts	57,4% = 57,4% +/- 0,0pts

<i>Ratio de coûts net hors éléments retraités et exceptionnels [C]</i>				
Retraitement ou Ajout des éléments considérés comme exceptionnels au ratio de coûts net de réassurance : il s'agit de produits et de charges exceptionnels impactant soit le chiffre d'affaires (cf. définition ci-dessus [1]), soit les frais généraux (cf. définition ci-dessus [2]).	Indicateur utilisé pour comparer l'évolution des ratios de coûts net de réassurance en excluant les éléments exceptionnels.	Ratio de coûts net de réassurance +/- Retraitements / Ajouts éléments exceptionnels	30,4% = 30,4% +/- 0,0pts	31,2% = 31,2% +/- 0,0pts
<i>Ratio de sinistralité brut année en cours - avant réassurance hors frais de gestion des sinistres [D]</i>				
Charges ultimes de sinistres (net de recours) rapportées aux primes acquises (net de ristournes de primes) de l'année en cours. L'année de rattachement est uniquement l'année N en cours.	Indicateur utilisé pour le calcul du ratio de sinistralité brut de réassurance hors frais de gestion de sinistres.	Sinistres rattachés à l'année en cours / Primes acquises de l'année en cours cf. triangle de développement des ratios de sinistralités ultimes	75,1% = cf. triangle de développement des ratios de sinistralités ultimes	87,6% = cf. triangle de développement des ratios de sinistralités ultimes
<i>Ratio de sinistralité brut années précédentes - avant réassurance hors frais de gestion des sinistres [E]</i>				
Correspond aux Boni / Mali des années de rattachements antérieures à l'année N en cours non comprise. Un Boni ou un Mali sont respectivement un excédent ou un déficit de provisions pour sinistre par rapport au ratio de sinistralité effectivement constaté.	Indicateur utilisé pour le calcul du ratio de sinistralité brut de réassurance hors frais de gestion de sinistres.	[E] = [F-D]	-48,1% = 27,0% - 75,1%	-31,1% = 56,4% - 87,6%
<i>Ratio de sinistralité brute toutes années confondues - avant réassurance hors frais de gestion des sinistres [F]</i>				
Correspond au ratio de sinistralité comptable relatif à toutes les années de rattachements (Année N en cours et ses années antérieures). Il s'agit du ratio de sinistralité brut de réassurance hors frais de gestion de sinistres.	Indicateur clef dans le suivi de la sinistralité.	- (Sinistres payés nets de recours + variation des provisions de sinistres) / Primes acquises	27,0% = - (-172,4 / 638,7)	56,4% = - (-338,1 / 599,1)

e) IAP en lien avec les capitaux propres :

Définition	Justification	Réconciliation avec les comptes	Comparaison N/N-1 - M€	
			2021	2020
<i>RoATE - Rentabilité des fonds propres moyens nets des actifs incorporels</i>				
Résultat net part du Groupe rapporté aux fonds propres tangibles moyens (la moyenne de la période des fonds propres (part du groupe) retraités des actifs incorporels)	Le ratio de rentabilité des fonds propres permet de mesurer la rentabilité du capital investi du Groupe Coface.	Résultat net part du groupe N / [(Fonds propres part du groupe N-1 retraités des actifs incorporels N-1 + Fonds propres part du groupe N retraités des actifs incorporels N)/2]	13,5% = (123,2x2) / [(1767 + 1892) /2] Le résultat net annualisé (x2) est pris en compte dans le calcul du numérateur et du dénominateur du ratio semestriel	2,8% = (24,0x2) / [(1704 + 1 693) /2] Le résultat net annualisé (x2) est pris en compte dans le calcul du numérateur et du dénominateur du ratio semestriel
<i>RoATE hors éléments exceptionnels non récurrents</i>				
RoATE (cf. définition RoATE ci-dessus) calculé sur la base du résultat net hors éléments exceptionnels et des Fonds Propres Tangibles Moyens (cf. définition RoATE ci-dessus) hors éléments exceptionnels. Pour ce calcul les intérêts ou commissions liés aux instruments de gestion de capital (tel que dette hybride, capital contingent) ne sont pas considérés comme éléments exceptionnels.	Le calcul du ratio de rentabilité des fonds propres hors éléments exceptionnels permet de suivre l'évolution de la rentabilité du Groupe entre deux périodes de reporting.	Résultat net part du groupe N hors éléments exceptionnels / [(Fonds propres part du groupe hors éléments exceptionnels N-1 retraités des actifs incorporels N-1 + Fonds propres part du groupe hors éléments exceptionnels N retraités des actifs incorporels N)/2]	sans objet pour cette clôture	sans objet pour cette clôture

f) IAP en lien avec le portefeuille d'investissement :

Définition	Justification	Réconciliation avec les comptes	Comparaison N/N-1 - M€	
			2021	2020
<i>Taux de rendement comptable des actifs financiers</i>				
Résultat des placements après résultat des dérivés (actions et taux), et avant résultat des titres de participation, du change, des dérivés de change et des frais financiers, rapporté au total bilan des actifs financiers hors titres de participation.	Indicateur qui permet de suivre la performance comptable du portefeuille d'actifs financier.	Résultat du portefeuille d'investissement / ((valeur de marché des actifs financiers (actions hors titres de participation, immobilier, produits de taux) année N + valeur de marché des actifs financiers (actions hors titres de participation, immobilier, produits de taux) année N-1)/2)	0,6% = 18,1 / (((2 949 - 121) + (2 984 - 150)) / 2)	0,6% = 17,6 / (((2 905 - 150) + (2 991 - 142)) / 2)
<i>Taux de rendement comptable des actifs financiers hors résultat de cession</i>				
Résultat des placements avant plus ou moins-values de cession, dotations et reprises, résultat des dérivés (actions et taux), des titres de participation, du change, des dérivés de change et des frais financiers, rapporté au total bilan des actifs financiers hors titres de participation	Indicateur qui permet de suivre la performance comptable récurrente du portefeuille d'actifs financier.	(Résultat du portefeuille d'investissement - plus ou moins-values de cession, dotations et reprises, résultat des dérivés (actions et taux)) / ((valeur de marché des actifs financiers (actions hors titres de participation, immobilier, produits de taux) année N) + (valeur de marché des actifs financiers (actions hors titres de participation, immobilier, produits de taux) année N-1))/2)	0,7% = (18,1 - 0,6) / (((2 949 - 121) + (2 984 - 150)) / 2)	0,7% = (17,6 + 0,9) / (((2 905 - 150) + (2 991 - 142)) / 2)
<i>Taux de rendement économique des actifs financiers</i>				
Performance économique du portefeuille d'actif. On ajoute donc au rendement comptable la variation des réserves de réévaluation de l'année rapporté au total bilan des actifs financiers.	Indicateur qui permet de suivre la performance économique du portefeuille d'actifs financier.	Taux de rendement comptable des actifs financiers + (réserves de réévaluation des actifs financiers (actions hors titres de participation, immobilier, produits de taux) année N - réserves de réévaluation des actifs financiers (actions hors titres de participation, immobilier, produits de taux) année N-1) / ((valeur de marché des actifs financiers (actions hors titres de participation, immobilier, produits de taux) année N + valeur de marché des actifs financiers (actions hors titres de participation, immobilier, produits de taux) année N-1) / 2)	0,9% = (18,1 + 102,7 - 96,2) / (((2 949 - 121) + (2 984 - 150)) / 2)	-0,7% = (17,6 + 48,0 - 85,2) / (((2 905 - 150) + (2 991 - 142)) / 2)

<i>Résultat du portefeuille d'investissement</i>				
Résultat du portefeuille d'investissement (actions, produits de taux, immobilier, dérivés (actions et taux)).	Permet de suivre le résultat provenant du seul portefeuille d'investissement et des dérivés (actions et taux).	Résultat des actions hors titres de participation + résultat des produits de taux + résultat immobilier + résultat des dérivés (actions et taux)	18,1 M€ = 4,2 + 13,1 + 4,0 - 3,2	17,6 M€ = -3,7 + 7,6 + 5,3 + 8,4
<i>Autres</i>				
Résultat du change et dérivés de change, des titres de participation et des frais liés aux placements.	Permet de suivre le résultat du change et dérivés de change, des titres de participation et des frais liés aux placements.	Résultat du change et dérivés de change + résultat des titres de participation + frais liés aux placements	-2,3 M€ = 1,6 - 0,2 - 3,7	-0,9 M€ = 1,3 + 1,0 - 3,2

g) IAP en lien avec la réassurance :

Définition	Justification	Réconciliation avec les comptes	Comparaison N/N-1 - M€	
			2021	2020
Primes cédées / Primes brutes acquises (taux de cession des primes)				
Poids des Primes cédées par rapport aux primes acquises. Les primes cédées correspondent à la part des primes acquises que Coface cède à ses réassureurs en vertu des traités de réassurance conclus avec eux. Les primes acquises correspondent à la somme des primes émises et des provisions sur les primes acquises non émises (PANE).	Indicateur utilisé pour suivre l'évolution du résultat de réassurance.	- (Primes cédées (y compris variation des provisions de primes) / Primes acquises)	48,5% = -(-309,8 / 638,7)	39,7% = -(-238,0 / 599,1)
Sinistres cédés / total sinistres (taux de cession des sinistres)				
Poids des sinistres cédés par rapport au total sinistres. Les sinistres cédés correspondent à la part des sinistres que Coface cède à ses réassureurs en vertu des traités de réassurance conclus avec eux.	Indicateur utilisé pour suivre l'évolution du résultat de réassurance.	- Sinistres cédés (y compris variation des provisions sur sinistres net de recours) / Total sinistres (y compris frais de gestion de sinistres)	62,7% = -118,3 / -(172,4 + 16,3)	41,3% = -145,9 / -(338,1 + 15,2)
Résultat technique avant / après réassurance (Résultat technique brut / net de réassurance)				
Voir définition plus haut (Indicateurs financiers) Le résultat technique avant et après réassurance apparaît désormais directement dans le compte de résultat compte tenu de l'évolution de la structure de présentation de celui-ci.				

VII. Annexe : Calcul des ratios financiers

VII. Annexe : Calcul des ratios financiers

Ratio de sinistralité

Ce ratio permet au Groupe Coface de mesurer la rentabilité technique des contrats d'assurance au cours de l'exercice. Son analyse permet également de trouver le meilleur équilibre tarifaire compte tenu des sinistres constatés.

Ratio de sinistralité brut de réassurance

Le ratio de sinistralité brut de réassurance correspond au rapport charges des prestations des contrats d'assurance (telles que définies ci-dessous) sur primes brutes acquises (somme des primes brutes émises et des provisions sur primes) nettes des ristournes de primes. Les ristournes de primes correspondent à des remboursements aux assurés d'une partie des primes versées par ceux-ci lorsque la sinistralité de leur police d'assurance n'excède pas un certain seuil (participation bénéficiaire) ou est nulle (bonus pour absence de sinistre).

Ratio de sinistralité net de réassurance

Le ratio de sinistralité net de réassurance correspond au rapport charges des prestations des contrats d'assurance (nets de la charge de sinistres cédée aux réassureurs dans le cadre des traités de réassurance mis en place par le Groupe Coface), sur le total des primes brutes acquises (nettes des primes cédées aux réassureurs).

Ratio de coûts

Ratio de coûts brut de réassurance

Le ratio de coûts brut de réassurance correspond au rapport frais généraux (tels que définis ci-dessous) sur primes brutes acquises (telles que décrites ci-dessus).

Le ratio de coûts brut de réassurance permet au Groupe Coface de mesurer l'ensemble des coûts liés à l'acquisition et à la gestion du portefeuille de contrats au cours d'un exercice.

L'activité d'assurance-crédit s'appuie sur des activités de services telles que l'information d'entreprise et le recouvrement de créances. Ces services sont inhérents à l'exercice traditionnel du métier d'assureur-crédit (services liés) et engendrent des charges qui sont incluses dans les frais généraux du Groupe Coface. Les frais généraux du Groupe Coface sont également augmentés par des activités complémentaires telles que l'affacturage (en Allemagne et en Pologne). Néanmoins, afin que le ratio de coûts calculé par le Groupe Coface soit comparable avec celui calculé par d'autres acteurs de référence du marché, le chiffre d'affaires généré par les activités complémentaires (non-assurance) décrites ci-dessus, est déduit des frais généraux.

Ratio de coûts net de réassurance

Le ratio de coûts net de réassurance correspond au rapport frais généraux (minorés de la commission de réassurance versée par les réassureurs) sur primes brutes acquises (nettes des primes cédées aux réassureurs).

Frais généraux

Les frais généraux pris en compte dans le ratio de coûts sont calculés comme suit :

- frais d'acquisition des contrats (constitués des coûts externes d'acquisition des contrats, c'est-à-dire des commissions versées aux intermédiaires d'assurance apporteurs d'affaires (courtiers et autres intermédiaires) et des coûts internes d'acquisition des contrats qui correspondent aux frais des réseaux commerciaux et des services en charge de l'établissement des contrats) ;
- frais d'administration (frais de fonctionnement du Groupe Coface, frais de personnel, frais de gestion informatique, etc., hors participation et intéressement) ;
- autres charges opérationnelles courantes (charges ne pouvant être affectées à l'une des destinations définies par le plan comptable, notamment les charges de direction générale) ;
- charges d'exploitation bancaire (frais généraux d'exploitation (frais de personnel, frais informatiques etc.) concernant l'activité d'affacturage) ; et
- charges des autres activités (frais généraux relatifs exclusivement aux activités d'information et de recouvrement pour les clients dépourvus d'assurance-crédit), diminués du chiffre d'affaires lié :
 - aux accessoires de primes (frais annexes au contrat d'assurance correspondant à la rémunération des services liés à l'assurance-crédit tels que l'information sur les débiteurs, les frais de surveillance des limites de crédit délivrées à l'assuré sur ses acheteurs, la gestion et le recouvrement de créances),
 - aux autres prestations et services liés (services connexes, tels que la part des frais administratifs de gestion des sinistres et des frais de recouvrement refacturés),
 - à l'information et autres services (vente de services d'accès à l'information sur la solvabilité des entreprises et l'information marketing) à destination de clients dépourvus d'assurance-crédit,
 - à la gestion des créances (vente de services de recouvrement de créances) à destination de clients dépourvus d'assurance-crédit,
 - aux produits nets des activités bancaires relatives à l'activité affacturage.

Ratio combiné

Le ratio combiné mesure la rentabilité globale des activités du Groupe Coface et sa marge technique.

Le ratio combiné est la somme du ratio de sinistralité et du ratio de coûts. Il est suivi par le Groupe Coface brut de réassurance et net de réassurance (net de la charge de sinistres cédée aux réassureurs dans le cadre des traités de réassurance mis en place par le Groupe Coface, et des frais généraux, minorés de la commission de réassurance versée par les réassureurs, sur le total des primes brutes acquises, nettes des primes cédées aux réassureurs).

Calcul des ratios financiers

Décomposition du calcul des ratios au 30 juin :

Dans le cadre de ses activités, outre les agrégats financiers publiés en conformité avec les normes comptables internationales IFRS, le Groupe Coface suit un certain nombre de ratios opérationnels clés permettant d'appréhender sa performance et la rentabilité des produits (ratio de sinistralité, ratio de coûts et ratio combiné).

en K€	S1-20	S1-21
Primes acquises		
Primes acquises brutes [A]	599 087	638 715
Primes acquises cédées	(237 957)	(309 823)
Primes acquises nettes [D]	361 129	328 892
Charges de sinistres		
Charges des prestations des contrats [B]	(353 275)	(188 723)
Sinistres cédés	78 216	66 469
Variation des provisions sur sinistres nets de recours	67 714	51 810
Charges de sinistres nettes [E]	(207 344)	(70 444)
Charges opérationnelles		
Charges d'exploitation	(325 165)	(339 378)
Intéressement et participation des salariés	894	2 625
Autres revenus (services)	125 533	129 324
Charges d'exploitation, nettes des autres revenus (services) - avant réassurance [C]	(198 739)	(207 430)
Commissions reçues des réassureurs	86 058	107 289
Charges d'exploitation, nettes des autres revenus (services) - après réassurance [F]	(112 681)	(100 141)

ratio combiné brut de réassurance = ratio de sinistralité brut de réassurance $\frac{[B]}{[A]}$ + ratio de coûts brut de réassurance $\frac{[C]}{[A]}$

ratio combiné net de réassurance = ratio de sinistralité net de réassurance $\frac{[E]}{[D]}$ + ratio de coûts net de réassurance $\frac{[F]}{[D]}$

Ratios	S1-20	S1-21
Ratio de sinistralité brut de réassurance	59,0%	29,5%
Ratio de sinistralité net de réassurance	57,4%	21,4%
Ratio de coûts brut de réassurance	33,2%	32,5%
Ratio de coûts net de réassurance	31,2%	30,4%
Ratio combiné brut de réassurance	92,1%	62,0%
Ratio combiné net de réassurance	88,6%	51,9%

Fin du document